



## Les "choix de Jbeil"

Myriam Catusse, Jamil Mouawad

### ► To cite this version:

Myriam Catusse, Jamil Mouawad. Les "choix de Jbeil": Notabilité locale, mobilisations nationales et réalignements. Myriam Catusse, Karam Karam, Olfa Lamoulou. Métamorphoses des figures du leadership au Liban. Champs et contrechamps des élections législatives de 2009., Presses de l'Ifpo / Lebanese Center for Policy Studies, pp.33-77, 2011. halshs-00654632

**HAL Id: halshs-00654632**

**<https://shs.hal.science/halshs-00654632>**

Submitted on 22 Dec 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## « LES CHOIX DE JBEIL »

### Notabilité locale, mobilisations nationales et réalignements

*Myriam Catusse et Jamil Mouawad*

Au nord de Beyrouth, le *caza* de Jbeil fut le théâtre d'une intense compétition électorale au printemps 2009. Le *caza* faisait partie de ces quelques circonscriptions décrites par les observateurs comme des « clés » du scrutin national. Le suspens électoral y a battu son plein jusque tard dans la nuit du 7 juin. Malgré l'important savoir-faire électoral des candidats et les pronostics de leurs machines rompues au décompte prévisionnel des votes famille par famille, la question du « qui va gagner » restait apparemment largement ouverte, contrairement à nombre d'autres circonscriptions où l'élection était gagnée d'avance, faute de concurrents effectifs ou du fait de l'hégémonie manifeste d'un groupe politique.

Les résultats du vote dans cette circonscription, les choix de Jbeil, étaient attendus à plusieurs titres, en particulier du fait de la géographie sociale et communautaire de ce territoire de vote.

Le *caza* de Jbeil, qui est représenté depuis 1960 par deux députés maronites et un député chiite, est un observatoire original des effets du retour à la loi de 1960 en termes de production et de (re)production d'identités politiques communautaires. Avec 78,75% d'électeurs chrétiens, il est souvent présenté comme une circonscription chrétienne. Mais ses 18,82% d'électeurs chiites brouillent sensiblement cela. Cette circonscription n'a jamais été intégrée dans une *muhafaza* après Taëf, mais simplement associée au *caza* de Keserwan dans la circonscription du Mont Liban I en 2000 et 2005. Si bien qu'en l'occurrence, et par opposition à ce que l'on peut observer ailleurs, le nouveau découpage territorial de 2009 renforce évidemment le caractère local du vote, mais va aussi à l'inverse du sens des revendications chrétiennes pour le retour au *caza*. S'il s'agissait pour les leaders maronites d'être plus maîtres de la désignation des représentants chrétiens, à Jbeil le retour au *caza* rend le vote proportionnellement plus pluri-communautaire qu'il ne l'était à l'échelle du Mont Liban I (le Keserwan est très majoritairement chrétien). Partant, Jbeil fut en 2009 un territoire de compétition électorale combinant des enjeux nationaux et locaux, les seconds ne se réduisant pas aux premiers.

Deux questions de portée nationale, et leurs déclinaisons singulières sur ce terrain, ont fait de Jbeil un poste d'observation privilégié : celle de la dispute autour du leadership chrétien qui a opposé le général Aoun non seulement à ses concurrents maronites plus anciens, au premier chef desquels les Forces libanaises, mais également au président de la République Michel Sleimane originaire du *caza* ; et celle du comportement de l'électorat chiite et de sa capacité à influencer l'issue de ce rapport de force.

En effet, en 2005, le général Aoun, tout juste revenu d'exil, avait réalisé dans la large circonscription de Jbeil et Keserwan (Mont Liban I), ses meilleurs scores <sup>1</sup>. Comment les électeurs chrétiens de Jbeil, notamment les Maronites qui représentent en 2009 73,4% de l'électorat du *caza*, voteraient-ils cette fois-ci ? Les rapports de force locaux dans la campagne électorale et la revanche qu'entendaient prendre les notables locaux éconduits en 2005 contre

---

<sup>1</sup> 69% à Jbeil et 70% dans le Keserwan. Michel Aoun était d'ailleurs candidat dans cette circonscription sur un siège du Keserwan (les sièges de députés étaient en 2005 réservés par le système électoral à des représentants de communautés mais aussi des différentes localités de la circonscription).

ceux portés au Parlement par le « tsunami » orange des aounistes laissaient entendre que les scores seraient serrés : on attendait notamment la riposte de l'ex-député Farès Souhaid, Secrétaire général de la coordination du « 14 mars » et puissant représentant local d'une famille d'élus de longue date, candidat malheureux en 2005 devant le *tayyâr*<sup>2</sup> ; celle de Nazem el-Khoury, député en 2000 qui s'est retiré de la compétition en 2005 au profit de son cousin germain Walid el-Khoury, élu sur la liste du Général ; celle de Jean Huwat, autre notable local, vaincu en 1996 et 2000, et écarté des listes aounistes en 2005 et 2009 ; ou enfin celle de Carlos Eddé, leader du Bloc national, lui aussi défait en 2005 alors qu'il entendait reprendre l'héritage de son oncle Raymond Eddé, figure locale et nationale depuis les années 1950. Au regard de la polarisation chrétienne exacerbée depuis 2005, illustrée par les résultats serrés des élections partielles du Metn de l'été 2008, difficile d'envisager qu'à nouveau les candidats de la liste du Courant patriotique libre (CPL) pourraient s'imposer comme les représentants, sinon hégémoniques, du moins « légitimes » des chrétiens de Jbeil. Après avoir été durant « 15 ans interdits d'action sur le terrain »<sup>3</sup> du fait de l'exil de leur leader en France, il s'agissait désormais pour le parti de rendre des comptes à ses électeurs de 2005 et ceci à deux niveaux. Politiquement, en 2005, le CPL s'est présenté « seul contre tous ». Ce n'est qu'en février 2006 que son leader signe le document d'entente avec le leader du Hezbollah (DUMONTIER, 2008). Ce scrutin était donc l'occasion de mesurer le coût idéologique de l'alliance du CPL avec le Hezbollah et Amal, et la réconciliation avec l'ennemi de toujours, la Syrie. D'autant que dans ce retournement stratégique, le CPL a reporté les grands axes du programme qu'il proposait en 2005 : la laïcisation du système et la défense de réformes de fond. Sur le terrain jbeilote, il s'agissait aussi pour le parti de mettre à l'épreuve son effort depuis 2005 d'institutionnalisation du mouvement, et l'organisation de sa nouvelle machine électorale qui ne pouvait plus « s'improviser » comme en 2005.

La concurrence pour le leadership chrétien s'est accentuée en 2009 dans le *caza* de Jbeil car s'y sont opposées, plus que dans les autres circonscriptions du pays, les ambitions de Michel Aoun à celles de Michel Sleimane. Le nouveau président de la République, ex-commandant en chef de l'armée libanaise, est en effet l'une des personnalités locales influentes de Jbeil, issu de la « bourgeoisie d'Etat » qu'a produit notamment depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle la ville de 'Amchit<sup>4</sup>, mitoyenne de celle de Jbeil-Byblos<sup>5</sup>. Conformément aux accords de Doha conclus après d'âpres conflits et 6 mois de vacance de la magistrature suprême, le Parlement libanais l'a élu le 25 mai 2008 comme un Président de « compromis ». A ce titre, il était l'un des garants politiques de ce scrutin et entendait renforcer l'institution présidentielle, rappelant à longueur d'interventions dans la campagne électorale qu'il défendait une République du « pacte » (*mîthâq*)<sup>6</sup> et du compromis<sup>7</sup>. Reste que la campagne de 2009 l'a opposé en permanence au général Michel Aoun (ICG, 2009), dessinant au cours du printemps 2009 une course entre deux types de légitimité : la légitimité constitutionnelle dont se prévaut

<sup>2</sup> Le *tayyâr* : le Courant patriotique libre du général Michel Aoun.

<sup>3</sup> Entretien avec Simon Abi Ramia, candidat et cadre du CPL, 17 mai 2009, Jbeil.

<sup>4</sup> Voir à ce sujet la thèse d'histoire sur 'Amchit (1831-1948) en préparation à l'Université de Kaslik de Paul Zgheib et son entretien par R. Mu'awad : « 'Amchit se prépare pour l'élection à la présidence de son fils, le commandant en chef de l'armée », *Annahar*, 11/12/2007.

<sup>5</sup> Depuis le décret du 14 février 1975 la ville porte les deux noms : *Jbeil* (origine mal déterminée, peut être la Gebal mentionnée dans la Bible) et *Byblos*, par référence au nom qu'attribuent les documents en grecs et latin à cette cité antique. Par commodité d'écriture, nous désignerons donc dans ce papier le *caza* par Jbeil et la ville capitale du *caza* par Jbeil-Byblos.

<sup>6</sup> En référence au Pacte national de 1943, à l'accord de Taëf mais aussi à celui de Doha qui lui a permis d'être élu à son poste.

<sup>7</sup> Par exemple entretien du Président Sleimane à *La Revue du Liban*, *Al-Hawadeth*, *Al-beyrak* et *Monday morning*, 13 mai 2009.

M. Sleimane qui se pose en arbitre de l'équilibre entre les pouvoirs, l'opposition et la majorité<sup>8</sup>, et la légitimité représentative que Aoun cherche à faire valoir – à défaut d'avoir conquis la présidence.

L'idée, évoquée au tout début de la campagne, de composer des listes centristes (*wassatiyya*), « indépendantes » du clivage « 8 mars » / « 14 mars » sous l'autorité du président de la République a vite été formellement abandonnée. Mais à Jbeil, une liste complète « d'Indépendants » s'est placée sous son parrainage. Fort de sa fonction, mais sans partisans organisés, et sans réelle emprise sur le territoire, M. Sleimane pouvait-il, par le truchement de cette liste, investir localement ce scrutin pour mieux asseoir son autorité fragile à l'échelle nationale ? Le pari du « centrisme » qu'il semblait faire reposait sur les estimations très serrées de l'issue du scrutin, réalisées par les sondages au printemps 2009. Rangé derrière le Président, un petit groupe parlementaire, même extrêmement restreint, pouvait faire la différence arithmétique au Parlement entre les représentants du « 8 mars » et du « 14 mars » et lui donner par là un pouvoir d'arbitrage supplémentaire. En soutenant une liste d'indépendants à Jbeil, il mettait de plus l'autorité et le prestige de sa fonction au service de la candidature d'alliés locaux de longue date.

Second enjeu du vote à Jbeil : le comportement de son électorat chiite, 18,82 %. Ceci fait du *caza*, au-delà du rapport de force chrétien, un territoire remarquable d'exercice du communautarisme libanais et de ses transformations actuelles. Il est difficile de mesurer le nombre d'habitants chiites effectifs dans le *caza*, mais des villages, en particulier du *jered* (de la montagne), sont chiites de longue date<sup>9</sup>. Les électeurs chiites de Jbeil se sont divisés lors des scrutins précédents entre différents candidats, sans peser en tant que force unie dans l'issue des conflits partageant les notables chrétiens. Jusqu'à ces dernières élections donc, on ne peut parler d'un vote chiite à Jbeil mais plutôt de votes chiites pluriels. Certes, le Hezbollah prend de plus en plus clairement position dans la circonscription et contribue à structurer les mobilisations locales *via* le développement de ses institutions de services (*mu'assasât al-khidma*). La création de 13 nouvelles municipalités en 2004 dans le *caza*, majoritairement chiites, a favorisé le développement de nouvelles formes de territorialisation du parti, dans des espaces aux marges de ses propres fiefs. La création d'une école du réseau Imdâd dans les années 1990 à Mu'eisra, le projet de fondation d'une école Mabarrât à Jbeil « précipitent une cristallisation communautaire en milieu minoritaire où les Chiïtes n'avaient pas eu le loisir de se construire en communauté aussi nettement que dans le Sud ou la banlieue » (LE THOMAS 2009, p. 622). L'une des plus grandes familles chiïtes de la région, celle des Miqdâd, est réputée proche du parti<sup>10</sup>. Le Hezbollah est néanmoins loin d'avoir l'emprise hégémonique à laquelle il peut prétendre sur d'autres terrains, ou d'autres fronts, du fait de la situation minoritaire des Chiïtes dans le *caza* mais aussi de l'histoire politique locale et des concurrences partisans qui peuvent s'y jouer avec le mouvement Amal, également présent sur le terrain depuis la sortie de guerre.

Comme on l'envisageait aussi à Baabda où l'électorat est à la fois chrétien et chiite, l'un des suspenses relatifs au scrutin à Jbeil portait donc sur le comportement de cet électorat chiite, sa

---

<sup>8</sup> « Des candidats indépendants se présentent aux élections se réclamant du 8 et du 14 mars, ou même en dehors des deux groupes. Je compte sur cette pensée indépendante pour gérer la chose publique après le 7 juin. Elle est, également, un besoin non seulement pour le Président mais aussi pour la patrie. Le Président n'a pas besoin d'un bloc parlementaire pour assurer des acquis d'ordre politique », Entretien du Président Sleimane à *La Revue du Liban*, *Al-Hawadeth*, *Al-Beyrak* et *Monday morning*, 13 mai 2009.

<sup>9</sup> Les historiens du Mont Liban s'accordent sur ce que la région était majoritairement chiite avant le début des croisades et la conquête mamelouke de 1305. Voir CHEVALIER 1971 ; SHANAHAN 2005 ; KHALIFE 2010.

<sup>10</sup> Notes de terrain, hivers 2009.

mobilisation, sa réactivité aux mots d'ordres des partis de la communauté, dans un contexte de communautarisme politique peu remis en cause et où le référent confessionnel semble plus que jamais « le marqueur ultime des identités » (PICARD 1994, p. 50). Située à l'écart des principaux bastions politiques du Hezbollah, à l'écart des chantiers de reconstruction, des lignes de front de la résistance, Jbeil pouvait-elle être l'arrière-cour d'un règlement de compte entre le CPL et Amal, dont les intérêts réciproques se sont avérés difficilement conciliables dans la campagne ? Verrait-elle s'exprimer des dissensions, notamment au sein de l'électorat chiite, moins facilement perceptibles dans des localités dominées, politiquement mais encore socialement, par les activités de mobilisation multiformes du Hezbollah (MERVIN 2008) ?

Face à ces enjeux, l'électorat jbeilote a voté massivement. Sur 75582 inscrits, 49128 se sont rendus aux urnes, soit 64,99 %, un taux de participation parmi les plus élevés de ce scrutin <sup>11</sup>. Comme ailleurs dans le pays, ce taux s'est accru par rapport aux législatives précédentes (61,1%). Les trois candidats de la liste présentée par le « 8 mars » ont été finalement élus, alors qu'à l'échelle nationale la coalition de l'opposition a perdu le duel dans lequel elle s'était engagée contre celle du « 14 mars ».

Ce papier analyse les logiques du vote dans cette circonscription disputée et ce qu'elles traduisent en termes de transformations du leadership au niveau local mais aussi national. Nous examinerons dans un premier temps comment les logiques partisans, et leurs ressources collectives, semblent avoir été tout aussi, sinon plus, déterminantes, que les logiques notabiliaires locales et leurs ressources personnelles. Le capital attaché à la personne, les mobilisations de l'électorat sur un nom propre ont moins pesé que le capital politique offert par les organisations partisans.

Pour expliquer cela, nous envisagerons dans un second temps les choix de l'électorat jbeilote à l'aune des motivations du vote. Dans un contexte où les comportements politiques sont réputés répondre à des variables lourdes (QAH 1998), les petits « désalignements du vote » (LAZARFELD *et alii*, 1944) que l'on observe dans certaines catégories d'électeurs à Jbeil ont contribué à faire la différence. Influencés par des enjeux conjoncturels, ils ont non seulement déterminé en dernier ressort l'incertaine issue du scrutin, mais ils contribuent également sur le plus long terme à traduire et à nourrir une recomposition des leaderships locaux en étroite articulation avec l'évolution de clivages partisans nationaux.

## **Les Aléas de la politique du nom**

Jusqu'alors la vie politique à Jbeil s'est plutôt déroulée en marge de ce qu'Elisabeth Picard (2001, p. 163) appelle la « civilisation des *zu'amâ'* » : un système de leaders (*za'im*, plur. *zu'amâ'*) locaux qui se partagent les « dépouilles de l'Etat et des bénéfices de la production économique et sociale, pour la reproduction du système dont ils sont ensemble les bénéficiaires » (*idem*, p. 165). La vie politique jbeilote n'a pas été dominée par une figure politique locale hégémonique, un leadership (*za'âmat*, plur. *za'âmât*) telle que décrite dans d'autres localités libanaises érigées en fiefs familiaux, partisans, voire militaires (PICARD 2001, GILSENAN 1996, JOHNSON 1986, EL-KHAZEN 1988, GUBSER 1973, HOTTINGER 1966, etc.) <sup>12</sup>. Nulle personnalité ne s'est avérée capable de combiner puissance sociale, autorité politique, voire maniement des armes, comme ont pu le faire dans le Chouf les Jumblatt (EL-

<sup>11</sup> Ce taux de participation le place en 3<sup>ème</sup> rang, juste derrière Saïda (68%) et le Keserwan (70%).

<sup>12</sup> Pour une analyse critique et historicisée du concept de *za'im*, « personnage central de l'histoire sociale du Liban contemporain, une figure dont les mutations ont accompagné à chaque étape les transformations des rapports économiques et politiques du pays, en particulier le fonctionnement du pouvoir », voir PICARD 2001.

KHAZEN 1988, HARIK 1993), à Zghorta les Frangié, les Hariri à Saïda, qui ont influencé l'administration centrale, réglé les conflits domestiques, se sont faits les porte-parole des intérêts du groupe local auprès des autorités centrales. Jbeil n'a pas non plus été le théâtre manifeste de l'émergence de nouveaux leaders dans l'après-guerre qui « revêtent les habits du communautarisme » (PICARD 1994) en utilisant le décorum, voire certains modes de faire et réseaux relationnels des *za'âmât* précédentes, à l'instar des Hariri à Saïda (BONNE 1995). Le jeu politique y a plutôt été animé par la confrontation ou la collaboration de notables locaux qui se sont ajustés aux mutations des clivages partisans nationaux sans que s'y constitue un leadership classique (NASSIF 1998) : dans les années 1950 et 1960, l'implantation de Raymond Eddé (NASSIF 2002) et son rapport de force avec les présidents Bechara el-Khoury et Fouad Chehab s'y joue au quotidien par familles alliées interposées ; dans les années d'avant-guerre et de guerre l'enracinement des Kataëb puis des Forces libanaises et la mobilisation derrière l'armée du général Aoun sont de nouveaux terrains d'engagement sans qu'un leader ne s'en empare localement pour faire la différence ; dans l'après-guerre Jbeil connaît la polarisation des chrétiens, mais aucune potentielle *za'âmat* n'en tire un profit flagrant. Quelques soient leurs qualités et *virtu* personnelles, aucun des leaders locaux n'a eu les opportunités politiques suffisantes pour asseoir son pouvoir au-dessus des autres.

### *Une politique des familles indexée sur les lignes de clivages nationaux*

Depuis les années 1960, la représentation politique du *caza* de Jbeil s'est partagée entre les familles de la montagne (*jered*) et celles des villes littorales (*sâhil*), originaires des deux villes mitoyennes de Jbeil-Byblos et 'Amchit, qui comptent parmi les plus anciennes municipalités du Liban <sup>13</sup>. En décembre 1981, est créée la fédération des municipalités du *caza* qui regroupe 13 des 34 municipalités de la circonscription dont le siège se trouve à Jbeil-Byblos. Elle fut maintes fois occupée par des élus 'Amchiti (*idem*, p. 254), dont les principales familles de notables s'arrogent en quelque sorte la représentation politique de la circonscription et concentrent une part symbolique sinon déterminante des batailles électorales.

### Les destouri et les ketlewi

Les familles de notables de la circonscription, notamment celles du *sâhil*, se sont historiquement divisées autant autour de leurs rivalités familiales qu'en fonction des clivages aigus de la communauté maronite notamment. À partir des années 1930, les partisans du Bloc national d'Emile Eddé (*kutla wataniyya*, libaniste et pro-français), premier président de la République libanaise (1936-1941) s'opposent à ceux du groupe parlementaire concurrent, le Bloc du *Destour* (Constitution) de Bechara el-Khoury (indépendantiste, mais ouvert sur le panarabisme), premier président de la République libanaise après l'indépendance et garant, avec Riadh el-Solh, du pacte national de 1943.

Dans les années 1950/1960, l'ascension de Raymond Eddé, le '*amîd* (doyen) de la *Kutla*, fils du Président Emile Eddé, se joue largement dans le *caza*. Raymond Eddé n'a qu'un lien familial lointain avec Jbeil. Il est inscrit sur les listes de Beyrouth, mais revendique une généalogie issue du village de Eddé dans la montagne, au Nord Est de Jbeil-Byblos (NASSIF 2002). À la suite de son père dont il a participé aux campagnes dans les années 1940, c'est dans le *caza* qu'il se présente comme candidat à la députation dès 1951. Avocat, riche

---

<sup>13</sup> La municipalité de Jbeil date de 1879, celle de 'Amchit de 1890. À noter qu'à ce jour, l'ensemble du territoire libanais n'est toujours pas municipalisé (FAVIER 2001, BAROUD, 2004).

propriétaire terrien dans la Bekaa, il est soutenu dans son entreprise par de grandes familles jbeiliotes (notamment de Jbeil-Byblos) comme celle de l'avocat et important propriétaire terrien Jean Huwat, secrétaire général du parti jusqu'en 1996 <sup>14</sup> ou du Dr. Antoine Chami, directeur de l'hôpital Maritime et maire de Jbeil de 1963 à 1998. Mais aucune famille politique locale ne se distingue véritablement dans son ombre à Jbeil. Ses électeurs votent pour la liste, en 1964, 1968 ou 1972, avec très peu de panachage : « la liste symbolisait avant tout le leadership de son leader » (NASSIF 1998, p. 94). Toutefois, ce dernier n'élit pas demeure à Jbeil. Lorsqu'il s'y rend, c'est chez ses lieutenants locaux, notamment chez Jean Huwat qui, lorsqu'il sera exclu du parti en 1996, reviendra avec amertume sur cet étouffement de l'ascension politique de familles locales par le parti (et son leader) : « *nous l'avons élu sur nos épaules* » <sup>15</sup>. Alors que l'obédience du bloc du Destour s'étiole dans ces années-là, avec l'effacement politique relatif, puis la disparition de Bechara el-Khoury (1964), les *ketlewi* se rallient derrière leur leader, non pas contre les politiques réformistes du Président Fouad Chehab <sup>16</sup> mais contre l'influence croissante du II<sup>ème</sup> bureau (les services de renseignement de l'armée) sous son mandat et contre la politisation croissante de l'armée dont ils s'estiment les premières victimes (EL-KHAZEN 2000, p. 179). Jusqu'au déclenchement de la guerre civile, Raymond Eddé se fait le chantre de l'opposition <sup>17</sup>, au nom de la défense d'un Etat fort et de l'opposition aux forces miliciennes et à la présence armée de l'OLP au Liban <sup>18</sup>. Ce Bloc national sera quasiment le seul groupe parlementaire qui ne prendra pas les armes au cours du conflit.

A l'inverse des *ketlewi* organisés en parti avec ses structures hiérarchisées, son leadership personnalisé et ses bureaux locaux dans les villages de la région, les *destouri* s'organisent moins dans la région en appareil partisan, mais mobilisent tout autant *via* de grandes familles locales, notamment à 'Amchit. Ils se réclament d'abord du président Bechara el-Khoury (1943-1952), puis beaucoup d'entre eux se tournent vers le président Fouad Chehab (1958-1964), figure étatique par excellence (on parle d'ailleurs à Jbeil de *madrassa chehabiyye*, d'école chehabiste <sup>19</sup>) pour désigner les sympathisants du *Destour*). Tandis que les partisans de Raymond Eddé se situent plutôt dans l'opposition, les *destouri* en revanche se rangent plus

---

<sup>14</sup> Il est exclu du parti en 1996 pour s'être présenté aux législatives contre le mot d'ordre de boycott défendu par Raymond Eddé et d'autres leaders chrétiens de l'opposition.

<sup>15</sup> Notes de terrain, 1996.

<sup>16</sup> Raymond Eddé est l'un des 4 membres du cabinet formé par Fouad Chehab juste après la crise de 1958.

<sup>17</sup> Il fut deux fois candidat malheureux à la présidence de la république, en 1958 contre Fouad Chehab (soutenu par l'accord américano-égyptien) et en 1976 contre Elias Sarkis (appuyé par les Américains et les Syriens).

<sup>18</sup> Les *ketlewi* adhèrent à l'éphémère alliance tripartite d'opposition (*helf al-thulâthi*) réunissant Raymond Eddé à Camille Chamoun et Pierre Gemayel pour faire « face au pouvoir du deuxième Bureau (...) en remportant les élections organisées cette année-là pour balayer les militaires de la scène politique » (voir Jean Issa, « Le rêve du Bloc national : une Nation qui fait bloc », *L'Orient le jour*, 26 mars 2007, p. 5). Si après l'accord du Caire de 1969, il soutient un temps l'arrangement sécuritaire reconnaissant *de facto* à l'OLP et aux *Kata'ib* la capacité « de faire appliquer la loi aux côtés des forces gouvernementales » (EL-KHAZEN 2000, p. 223), en 1975, Raymond Eddé scelle l'alliance tripartite maronito-sunnite avec Sa'ad Salam et Rachid Karamé pour tenter de neutraliser le président Sleimane Frangié.

<sup>19</sup> Mouvement réformiste, en rupture avec les forces politiques traditionnelles, initié par le Président Fouad Chehab, dans le but de « moderniser » le pays : le chehabisme prone la réforme de l'appareil d'Etat, le renforcement des institutions publiques et de leurs missions d'intégration, la consolidation de l'identité nationale autour du slogan « (re)construire la nation, (re) créer le citoyen libanais », le développement des zones rurales, ou encore la réorganisation de l'économie et de la justice distributive au nom d'un « développement harmonieux ».

facilement dans les rangs de l'*establishment* incarné par les deux figures présidentielles dont ils furent les partisans.

« Bien que simpliste, cette division [entre les *ketlewi* et les *destouri*] traduit la réalité locale aussi bien au niveau des acteurs politique que dans les pratiques sociales des habitants : les rapports de force entre les grandes familles, l'appartenance aux différentes associations régionales et même la fréquentation des commerces » affirme en 2001 Jehanne Pharès (2001, p. 253). Si « la maison politique (*al-bayt al-siyâsî*) est la structure de base du vote » (NASSIF 1998, p. 82), ces maisons (familles au sens large du terme) ont entretenu dans la région du Mont-Liban, et dans le *caza* de Jbeil en particulier, d'intenses relations avec ces partis politiques nationaux. Des dynasties de députés se sont construites autour de leurs clivages <sup>20</sup> et de leurs déplacements.

### Les batailles de la guerre civile

Avant la guerre, les Kataëb, de plus en plus dominants à l'échelle nationale, deviennent au niveau local les principaux concurrents des *ketlewi*. Mais la région n'est pas pour eux un fief électoral ni même un lieu d'exercice de leur pouvoir milicien. Au début du conflit, quelques heurts meurtriers les opposent à Jbeil-Byblos, mais sans embrasement. Au cours de la guerre civile, ce sont les Forces libanaises qui investissent le *caza*, y déploient leur milice pour en faire un lieu de repli : la milice de Samir Geagea, alors commandant en chef du front Nord au sein des Forces libanaises, établit son siège de commandement au monastère de Qatara près du village de Mayfuq dans le *jered*. Dans une région peu investie par d'autres milices, celui qu'on surnomme le « *Hakim* » (le docteur) y eut les coudées franches pour y mener son coup d'Etat interne contre Elie Hobeïka (1985/1986). La milice maronite contrôle le barrage de Barbara sur le littoral et construit un aéroport au Nord du *caza*, à Halat <sup>21</sup>.

Les contours de la notabilité évoluent au cours de cette période troublée, où la région connaît *de facto* une certaine autonomie, avec une ligne de front au Nord et à l'Est avec l'armée syrienne et à partir de 1988 au Sud avec l'Armée libanaise du général Aoun (HANF 1993, p. 606). Devant les familles de notables installées qui connaissent avec le conflit un déclin relatif de leurs activités économiques et de leurs capitaux sociaux, émergent de nouvelles figures, voire de nouvelles familles, par deux filières principales : celle de la formation et de la profession, à l'instar d'un Antoine 'Issa, qui se fait « médecin des pauvres » dans les années 1980, et tisse un réseau social dense à 'Amchit qui lui permettra au lendemain de la guerre de concurrencer Nazem el-Khoury pour la députation en 1996 et de se faire élire maire de la ville en 1998 jusqu'aujourd'hui ; et celle de l'intégration dans le monde milicien qui a offert des possibilités d'ascension sociale à une petite classe moyenne locale, voire à des représentants de familles secondaires de la notabilité locale, à l'instar de celle des Khalifeh, Sleiman, Bou

---

<sup>20</sup> Celle du clan *destouri* des el-Khoury de 'Amchit qui occupe sans discontinuer un siège du Parlement : en 1947 (Shahid el-Khoury), 1951 (*idem*), 1964 (*idem*), 1965 (au décès de Shahid, c'est son frère Najib el-Khoury qui lui succède), 1968 (Najib), 2000 (Nazem, fils de Shahid), 2005 (Walid, fils de Najib). Celle des partisans de Raymond Eddé, élu en 1953 (première fois que Jbeil est une circonscription unique avec un seul siège), 1957, 1960, 1968, 1972, reconduit en 1991. Son neveu, homme d'affaire, Carlos Eddé, rentre du Brésil à la mort de son oncle en 2000 pour devenir le nouveau *'amid* du Bloc national et briguer à Jbeil le poste de député que son grand-père, puis son oncle, occupèrent à de nombreuses reprises. La famille des Souhaid du *jered*, proche des *destouri*, dont Antoine, fut élu en 1964, remplacé par sa femme Nouhad en 1965 lorsqu'il décède, élue à nouveau en 1996. Leur fils Farès, aujourd'hui secrétaire général du 14 mars, est élu en 2000.

<sup>21</sup> Le quartier général pour la région des Kataëb est implanté à Jbeil tandis que les Forces libanaises se concentrent notamment à 'Amchit et à Qottara. Voir PHARES 2001, p. 253.



Younes, Bassil, Jabbour, Awad, Abi Aakel, Aboud... En recrutant des officiers dans le terreau jbeiliote, en offrant le prestige *via* la cooptation mais aussi des services et notamment un système de sécurité sociale efficace (HARIK, 1994), les Forces libanaises se sont incontestablement enracinées au cours de ces années dans la région, en contournant tant le poids des grandes familles que celui de partis tels que le Parti communiste ou le Parti social nationaliste syrien. Comme l'indiquait Picard (1988, p. 229), elles ont proposé à cette petite bourgeoisie « un ordre moral, économique et militaire qui oppos[ait] sommairement la prétendue unité des chrétiens à un extérieur hostile ». Bien que la région ne soit pas un fief et que les Forces libanaises y soient plutôt minoritaires, elles y conservent aujourd'hui un noyau dur de partisans, qui ont payé de leur sang leur engagement, se sont nourris du discours sur la nécessaire défense des chrétiens en Orient (JEITANI 1992), et dans la « crise des chrétiens libanais » de l'après guerre (PICARD 1996), ont durci leur position devant l'emprisonnement de leur leader.

Cette zone dominée militairement par les Forces libanaises fut donc loin d'être unanimement conquise par la cause milicienne. Les habitants du *caza* s'enorgueillissent de ne pas avoir participé au conflit civil, ou bien peu, et d'avoir préservé la « coexistence » de Chrétiens, de Chiites et (dans une très moindre mesure) de Sunnites. Les *ketlewi* en particulier, derrière Raymond Eddé parti en exil au cours du conflit, continuent à s'opposer à l'ordre milicien. Une part non négligeable de la population réagit ainsi positivement à l'ascension du général Michel Aoun dans les années 1980 et à son discours sur la démobilisation des milices et le retour à l'Etat (JEITANI 1992) qui trouve des correspondances avec les mots d'ordre d'avant-guerre de Raymond Eddé contre les mouvements miliciens et l'establishment. Des manifestations s'organisent, des villages ou des maisonnées (*bayt*), se rendent les uns après les autres auprès du commandant en chef de l'armée pour lui apporter leur soutien politique et financier. Beaucoup de jeunes jbeiliotes s'engagent alors dans l'armée nationale, qui ouvre pour eux dans le *caza* une caserne pour la « brigade des partisans » (*liwa' al-ansâr*), créée par le général Aoun en 1988 lors de sa nomination à la tête du gouvernement d'interim militaire.

En d'autres termes, la période d'avant-guerre et de guerre ajoute au clivage des *destouri* et des *ketlewi* d'autres lignes de fractures politiques qui ont contribué à réorganiser les identités politiques locales.

### Les réalignements politiques de l'après guerre

Dans l'après guerre, le *caza* a été le lieu de nouvelles mobilisations politiques qui attestent tout à la fois du degré de politisation de sa population et de l'intime intrication des solidarités familiales et lignagères avec des alignements partisans nationaux.

En 1992, lors des premières législatives de l'après-guerre, non seulement l'électorat jbeiliote respecte l'appel au boycott des responsables maronites en protestation contre la marginalisation de leurs principaux leaders, mais les pouvoirs publics ont du mal à « trouver » trois candidats maronites pour la circonscription (NASSIF 1998). En 1996 puis 2000, ils parviennent en revanche à susciter une pléthore de candidatures<sup>22</sup> comme pour neutraliser la dissidence de la région exprimée dans le boycott de 1992 en la saturant d'offres politiques et en attisant les divisions de ses élites locales. Cependant, replacée dans la longue histoire électorale, ces élections de 1996 et 2000, organisées sous la tutelle syrienne, marquées par une extrême concurrence des noms, des familles et des maisonnées locales, ne semblent finalement être qu'une parenthèse dans l'histoire partisane du *caza*.

---

<sup>22</sup> En 1996 une quarantaine au total dont une quinzaine de chiites.

Au début des années 1990, la ligne de fracture entre *ketlewi* et *destouri* change de contours. Fadia Kiwan relève au lendemain de la guerre, après le retrait des milices des Forces libanaises sur le terrain, un déplacement du soutien *ketlewi* vers le général Aoun : « Michel Aoun dans les années 1989 a adopté plusieurs slogans de Raymond Eddé. Il a trouvé ainsi une forte popularité [dans le Mont Liban] d'autant qu'il était appuyé par Eddé lui-même » (KIWAN 1993).

Progressivement, alors que ni les *ketlewi* ni les *destouri* ne sont plus désormais des forces politiques puissantes à l'échelle nationale, il semble de fait qu'une majorité de l'électorat *ketlewi* ait reporté ses préférences et son vote vers le *tayyâr*, d'autant qu'opposés aux milices au cours de la guerre, nombreux sont ceux qui nourrissent un fort ressentiment à l'encontre des Forces libanaises <sup>23</sup>. Les *destouri*, quant à eux, continuent à se situer « du côté de l'Etat » et, depuis 2005 notamment, contre les prétentions du général Aoun à briguer la présidence de la République <sup>24</sup>. Ils peuvent trouver des motifs de rapprochement sérieux avec les Forces libanaises suite à leur entrée au gouvernement puis dans la coalition du « 14 mars ». Hiam Qusaïfi (2007) note ce rapprochement dès les élections de 2005, en soulignant dans le Mont-Liban le recul des partis politiques traditionnels au profit des deux grandes formations chrétiennes que sont alors les Forces libanaises et le CPL, autorisées à entrer en lice après une décennie de mise au ban <sup>25</sup>. Qusaïfi relève également pour ces premières législatives après le retrait syrien un échec des familles politiques dans la région, voire un recul des pratiques clientélistes : « A Jbeil, les électeurs n'ont voté ni pour les familles ni pour les services ni pour le candidat de la famille » (QUSAÏFI 2007, p. 195). Ce dernier point doit certainement être nuancé. Mais il est clair que le vote de 2005 préfigure déjà une recomposition des alliances et les prémices d'alignements partisans qui s'exacerbent en 2009.

A l'occasion des élections de 2005, les grandes familles locales s'engagent dans des alliances inédites. D'un côté la candidature de Walid el-Khoury, chirurgien, cousin du député en poste Nazem el-Khoury, s'inscrit tout naturellement dans la gestion du legs familial. Un accord, plus ou moins explicite selon les versions, aurait été établi entre les deux cousins germains, sous le parrainage de leur voisin, alors commandant en chef de l'armée, Michel Sleimane <sup>26</sup>. Bénéficiant de l'appui du courant aouniste, dont le leader rentrait tout juste d'exil, Walid el-Khoury semblait avoir plus de chance d'être élu que son cousin, pourtant parlementaire, qui avait d'ores et déjà affiché l'intension de se représenter. La liste du CPL, menée par un notable, pourtant héritier des *destouri*, remporta en effet la bataille haut la main devant une coalition nouvelle : celle de Farès Souhaid, lui aussi *destouri*, allié à Carlos Eddé, le nouveau '*amid* des *ketlewi*. C'est certainement pour faire barrage au général Aoun que s'allient ces deux personnages traditionnellement adversaires. Tous deux font partie du groupe de Kornet Chehwan, ce groupe d'opposants chrétiens dont ne faisait pas partie le général (FAVIER 2006). Les alliances précédentes semblent ainsi avoir fait long feu dans les stratégies électorales. « *Farès est allé avec un ketlewi. Un ketlewi a pris la place d'un destouri ; c'est Nazem qui aurait du normalement aller avec lui* » <sup>27</sup>, regrette aujourd'hui un proche de Nazem

---

<sup>23</sup> Notes de terrain, observation du comportement politique de familles jbeiliotes depuis la sortie de la guerre.

<sup>24</sup> Notes de terrain, 2009-2010.

<sup>25</sup> Voir chapitre 1.

<sup>26</sup> Les partisans de Nazem el-Khoury affirment qu'à cette occasion, il avait été convenu qu'en retour Walid se retirerait au profit de son cousin en 2009. Hassan Salamé, « La problématique de Jbeil. Walid el-Khoury se désengage l'accord de 2005 », *ad-Diar*, 25 mai 2009 [en arabe]. Sur le terrain, un observateur proche de Nazem el-Khoury nous affirme « *Ce n'était pas un accord écrit. Mais j'y étais, je m'en souviens. C'était une sorte de Gentlemen's agreement. (...) Mais en 2009, les données ont changé, avec la montée en puissance de Aoun et le rôle qu'a voulu jouer Sleimane* », Entretien, 14 janvier 2010.

<sup>27</sup> Entretien, 14 janvier 2010, Beyrouth.

el-Khoury. Un membre de la famille de Moustapha el-Husseini, frère de l'ex-président du Parlement et candidat malheureux en 2009 analyse rétrospectivement ces réalignements politiques des notables locaux : « *déjà en 2005, s'est jouée l'amorce du transfert des ketlewi vers les aounistes, car deux ennemis historiques se sont unis. C'était la première faute de Carlos Eddé. La seconde, c'est qu'il n'était pas sur le terrain. Les ketlewi ont migré vers Aoun* »<sup>28</sup>.

Avec Walid el-Khoury sont élus en 2005 le Maronite Shamel Muzayya, ancien officier du village de Jej, dans le *jered*, sans carrière politique antérieure, choisi par le parti (avec le soutien appuyé du général Aoun) et le Chiite Abbas Hachem, dont la famille dirige une prospère compagnie de stations services dans la banlieue sud de Beyrouth. Il avait été député en 2000 avec le soutien de Nazem el-Khoury et Farès Souhaid, qui devient son adversaire en 2005.

En 2009, le clivage local entre *ketlewi* et *destouri* se vide plus encore de sens et avec lui les alliances électorales familiales aux électeurs comme aux principales familles politiques.

### *La Composition des listes en 2009 : alliances familiales et logiques partisans*

L'affichage partisan de la liste du « Bloc pour le changement et la réforme »

La liste du « 8 mars », ou plus exactement du Bloc pour le changement et la réforme ici dominée par le *tayyâr*, fut menée en 2009 par Walid el-Khoury et Abbas Hachem, députés aounistes sortants, auxquels s'ajoute Simon Abi Ramia, opticien, originaire de Ehmej un village du *jered*. Parmi les fidèles du général Aoun et principaux cadres du Courant patriotique libre, il est rentré d'exil en 2005 avec son leader. Walid el-Khoury choisit donc de se représenter, soutenu par le *tayyâr*, au grand dam de son cousin Nazem el-Khoury. La composition de la liste n'est pas allée sans mal et a suscité des dissensions au sein des fidèles du Général à Jbeil, car elle écartait la candidature d'autres sérieux prétendants locaux qui attendaient leur tour : pour le siège réservé au *sâhil*, Jean Huwat, avocat, hommes d'affaires et ancien bras droit de Raymond Eddé et sur le siège du *jered*, Bassam el-Hachem, professeur d'université. Outre que ce dernier est « responsable de la socialisation » au sein du CPL, il est originaire de Akoura, un village dont il estime qu'il représente le cœur du *jered*, à l'inverse de Ehmej le village de S. Abi Ramia. Ecarté en 2005 au profit du général à la retraite Shamel Muzayya, il doit à nouveau s'incliner, après s'être investi dans la vie politique locale et nationale du parti. Il fait valoir pourtant qu'il apporterait avec sa candidature le soutien d'un nombre important d'élus locaux et de *makhâtîr*<sup>29</sup> de la montagne<sup>30</sup>.

La candidature de Abbas Hachem sur le siège chiite en revanche semble n'avoir posé aucun problème, au moins au sein du parti. « *C'est le général qui l'a choisi d'emblée. Il s'est engagé avec nous depuis 2005 [en tant qu'élus et membre du CPL depuis 2005]. Amal et le Hezbollah ont laissé au Général la liberté de choix dans la région* »<sup>31</sup>, affirme le responsable de la machine électorale (*mâkîna intikhâbiyya*) du CPL à Jbeil-Byblos. Non seulement il est aujourd'hui proche du général Aoun, mais, alors qu'en 2000 il partageait la liste de Farès Souhaid et Nazem el-Khoury soutenue par plusieurs centres du pouvoir d'alors, on dit

---

<sup>28</sup> Entretien, 15 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>29</sup> Le *mukhtâr* (plur. *makhâtîr*) est un élu local chargé notamment de l'état civil et des actes notariés.

<sup>30</sup> Notes de terrain, hivers 2009.

<sup>31</sup> Entretien, 6 février 2010, Jbeil.

aujourd'hui de lui qu'il est également l'homme du Hezbollah dans la région <sup>32</sup>. Autrement dit, au nom (celui de Walid el-Khoury notamment) se sont ajoutées des considérations plus partisans dans la formation de cette liste. « *Abbas Hachem à lui seul n'apporte que 700 ou 1000 voix, pas plus* » ajoute le responsable. Ce que confirment d'ailleurs des Chiites jbeiliotes : « *Qui est Abbas ? La majorité des Chiites n'ont pas voté pour lui. Ils ont voté pour une image noire. N'importe qui aurait pu jouer le jeu. Ils ont voté pour la liste du Hezbollah et de Aoun. Moi-même, c'est ce que j'ai fait* » <sup>33</sup>.

Si l'importance du nom et de la lignée familiale dans la stratégie de la liste demeure importante comme l'indique le parcours d'un Walid el-Khoury (on le constate d'ailleurs aussi dans les stratégies municipales du parti lors de la campagne de 2010), elle est nettement atténuée par sa dimension partisane. Le poids du général Aoun dans la campagne est déterminant. Néanmoins, la machine électorale locale du CPL cherche à s'institutionnaliser et se dépersonnaliser avec par exemple l'élection en interne de ses responsables par sous-région. C'est en tout cas le message qu'entend faire passer les représentants du parti. « *Les gens votent politiquement. Ils ne respectent plus le vote familial. On n'est pas à Tartij <sup>34</sup>, dans la montagne, on est en ville. Dans les petits villages, on laissera faire les jeux familiaux [pour les municipales]. (...) Ceux qui voulaient Bassam el-Hachem étaient contre Simon Abi Ramia. Mais ils ont finalement voté pour la liste à 99%* » <sup>35</sup>. Les militants locaux du *tayyâr* mettent en avant deux critères principaux de sélection de leurs candidats (« en attendant » de pouvoir organiser des élections primaires en interne pour départager les prétendants potentiels) : l'engagement (*iltizâm*) dans le parti – celui d'un Simon Abi Ramia au sein des structures ou celui de Walid el-Khoury et Abbas Hachem comme députés au service du parti depuis 2005 ; et la réputation, estimée par des sondages qui auraient été organisés dans la circonscription pour mesurer les chances de chacun, mais aussi par des allers-retours avec les représentants de familles, *via* le travail de ceux qu'on appelle les « clés électorales » (*mafâtiḥ intikhâbiyya*) qui jouent le rôle d'intermédiaires entre les candidats et leurs électeurs potentiels. « *Pour le siège du jered, ça pouvait être Simon Abi Ramia, Bassam el-Hachem ou Shamel Muzayya. Tous les trois étaient très investis. C'est Simon qui est sorti le premier des statistiques* » <sup>36</sup>. Quant à la candidature de Jean Huwat, elle aurait été écartée, selon les responsables locaux du parti, à la fois « *parce qu'il est passé à l'autre camp* » <sup>37</sup>, et au motif paradoxal de sa notabilité : « *il y a des gens derrière lui mais il y a aussi des gens qui ne l'aiment pas. Walid el-Khoury est encore une nouvelle figure, personne n'a de problème avec lui* » <sup>38</sup>. On notera dans cette équation électorale à plusieurs entrées, à la fois partisans et locales, que la nécessité d'une représentation du *sâhil* et du *jered*, semble aller de soi. Elle est « tout naturellement » validée par le parti qui respecte là une tradition locale qui s'est installée progressivement (Raymond Eddé en revanche se présentait à l'époque ni comme un candidat des villes ni comme un représentant de la montagne).

Ces stratégies sont largement déterminées par la nature du scrutin, à la fois uninominal et privilégiant la composition de liste. Dans ce cas précis, supervisée par le général Michel

---

<sup>32</sup> Qusaïfi (2007, p. 191) dans son enquête sur l'élection au Mont Liban 1 de 2005, considérait que « le choix du candidat chiite, Abbas Hachem, était le choix du Hezbollah, selon les aounistes eux-mêmes ».

<sup>33</sup> Entretien avec un ex-conseiller municipal chiite de Jbeil, 23 janvier 2010, Jbeil.

<sup>34</sup> Il s'agit du village-fief de Emile Nawfal, candidat sur la liste concurrente des Indépendants.

<sup>35</sup> Entretien avec le responsable de la machine électorale du CPL à Jbeil-Byblos, 6 février 2010.

<sup>36</sup> *Idem*.

<sup>37</sup> *Idem*. L'argument pourrait être discuté dans le sens où la rupture ne se consomme entre Jean Huwat et le *tayyâr* qu'après son éviction des listes.

<sup>38</sup> *Idem*.

Aoun, « *qui a son influence sur le choix* »<sup>39</sup>, la sélection des représentants du Bloc du changement et de la réforme pour les élections de 2009 résulte finalement d'un arbitrage, moins « *spontané* »<sup>40</sup> qu'il n'a pu l'être en 2005, entre des concurrences au sein des cadres du parti et au sein de la notabilité locale. Comme l'indiquait un candidat du Bloc du changement et de la réforme dans la circonscription du Metn, si tous les candidats du bloc ne sont pas à proprement parler des représentants du parti, un soin particulier est apporté par les membres de la coalition du « 8 mars » pour afficher malgré tout leur cohérence. « *Nous mettons notre projet en avant. Nous organisons les réunions électorales à plusieurs, jamais un seul candidat, parfois toute la liste. Tandis que dans l'autre camp, ils ne font pas de visite ensemble, pas de meeting électoraux (mahrajân intikhâbî) ensemble* »<sup>41</sup>. On mesure le poids de cette solidarité de liste et du levier électoral qu'offre justement le soutien du parti à l'aune de la trajectoire de ce candidat du Metn : malgré l'héritage politique dont il pouvait se prévaloir<sup>42</sup> et son expérience de militantisme au sein des associations civiles d'après-guerre (KARAM 2006, p. 275 et ss.), ce n'est qu'avec l'appui du *tayyâr* qu'il est élu avec une belle majorité en 2005 puis 2009.

Comme pour leurs concurrents, les thèmes de la campagne de la liste du *tayyâr* ont combiné des mots d'ordre locaux à des questions plus nationales. Les premiers portaient sur la nature des alliances et sur les problèmes locaux propres à chaque localité, l'état du réseau routier, l'accès à l'eau, à l'électricité, etc. Les secondes ont amené les candidats CPL à évoquer le projet de troisième République lancé par le général Aoun. Ils rappellent au cours des entretiens leur volonté d'œuvrer pour la suppression du confessionnalisme politique, affirment au cours de la campagne que cette élection a valeur de « référendum », mais ne se font pas réellement des porte-paroles volontaristes et avertis du dense programme électoral élaboré par le parti<sup>43</sup>. Ils prônent plutôt des mots d'ordres généraux : changer les règles du jeu politique, promouvoir une « démocratie participative », lutter contre la corruption, défendre la « mise en place d'un Etat où la citoyenneté sera le mot dominant »<sup>44</sup> : « le député n'est pas là pour être médecin ou avocat, pour faire sortir un enfant de prison, ni pour aider la famille à payer la scolarité. La classe politique a paupérisé la population afin qu'elle reste la seule alternative possible pour subvenir à leurs besoins primitifs, d'autant que l'Etat est absent »<sup>45</sup>. Enfin, ils s'estiment publiquement victimes d'une mobilisation de l'église contre eux et du Patriarcat maronite contre leur leader<sup>46</sup>.

#### La liste du « 14 mars » : un compromis politisé entre notables locaux

Derrière le thème du « retour à l'Etat » et de la lutte contre le danger présenté par les velléités du Hezbollah et de ses alliés, la liste du « 14 mars » semble avoir moins été encadrée à Jbeil par un travail partisan à proprement parler, dans la mesure où aucun des partis de la coalition majoritaire ne présente de candidat en son nom. En revanche, cette liste était tout aussi politisée que la précédente en ce sens qu'elle se présentait comme la liste de la « majorité ».

---

<sup>39</sup> *Idem.*

<sup>40</sup> *Idem.*

<sup>41</sup> Entretien Crisis Group avec Ghassan Mukheyber, Député et candidat du Bloc du changement et de la réforme, 16 mai 2009, Beyt Merry.

<sup>42</sup> Il est le neveu de Joseph Mukheybar, surnommé le « Lion » pour être l'un des seuls opposants dans le Parlement des années 1990.

<sup>43</sup> « Vers la troisième République », [http://www.tayyar.org/Tayyar/temp/electoral09\\_FR.pdf](http://www.tayyar.org/Tayyar/temp/electoral09_FR.pdf)

<sup>44</sup> Notes de terrain, campagne 2009.

<sup>45</sup> Entretien avec Simon Abi Ramia, candidat et cadre du CPL, 17 mai 2009, Jbeil.

<sup>46</sup> Mgr Béchara El Rai, l'archevêque maronite de Jbeil, est l'un des farouches opposants à Michel Aoun.

Elle était menée par le Secrétaire général de la coalition du « 14 mars » et ancien député Farès Souhaid, associé au candidat chiite Mahmud 'Awwad, médecin, député en 1992 et 1996 et neveu du chef des tribunaux ja'farites (Chiites) au Liban, cheikh Hassan 'Awwad. Ils ont reçu le soutien de « *toutes les forces du "14 mars"* »<sup>47</sup>. La liste était incomplète « *pour ouvrir le jeu et permettre éventuellement une alliance avec les indépendants, plus proches de nous et de nos valeurs que de celles des aounistes* »<sup>48</sup>. Le siège maronite traditionnellement réservé au *sâhil* du littoral est libre. D'emblée donc la stratégie du « 14 mars » à Jbeil mise sur une politique locale des alliances. Si cela est difficile à vérifier, Farès Souhaid, originaire de Qartaba dans le *jered*, la plus importante localité en nombre d'habitants après Jbeil-Byblos, est réputé être le candidat local le plus fort pour recueillir des suffrages sur son seul nom. Bien qu'il se soit présenté en tandem avec l'héritier des *ketlewi* Carlos Eddé en 2005, il reste l'héritier de la tradition *destouri* de sa famille comme l'indiquent certains de ses partisans : « *Les destouri sont restés destouri. Ils sont représentés par Farès Souhaid. Ils sont toujours pour lui. Rares sont ceux qui sont sympathisants de Aoun. Les destouri n'existent plus en tant que tels, mais Farès a pris le 'asab* »<sup>49</sup> *et l'a emporté avec lui* »<sup>50</sup>.

Farès Souhaid est engagé politiquement dans l'arène nationale, au sein de la coalition du « 14 mars » dont il se fait en quelque sorte un porte-parole en tant que Secrétaire général. Depuis les années 1980, il a su progressivement combiner des réseaux de solidarités locales avec des solidarités politiques nouées d'abord auprès des Forces libanaises dans les années 1980, puis auprès de l'opposition chrétienne dans les années 1990, puisqu'il est l'un des leaders du groupe de Kornet Chehwan, et enfin au sein de la coalition du « 14 mars ». A tel point que Qusaïfi (2007, p. 194) considère qu'il « n'est pas l'héritier de la *za'âmat* traditionnelle fondée par son père l'ex-député Antoine Souhaid, ni par sa mère, mais plutôt un des opposants à la présence syrienne et un des fondateurs du groupe de *Kornet Chehwan* »

Médecin, héritier familial et personnalité puissante du village de Qartaba, il reste néanmoins, outre cet engagement politique national, parmi ces personnages locaux qui associent à leur politique du nom une « politique du faire » (GOIRAND 2000) en contexte de faible intervention de l'Etat, tentant de séduire les électeurs en faisant plus que leurs adversaires. Cette « politique du concret », propre aux notables, s'exprime dans « sa façon de se présenter en élu indépendant qui sait agir avec dévouement pour sa ville » (FRETTEL 2004, p. 47) : « *Farès est présent tous les jours, il rend service, au quotidien* »<sup>51</sup>.

Battu aux élections 2005 et aujourd'hui en 2009, il affiche sa distinction, continue à entretenir sa position sociale locale, en faisant notamment valoir ses activités nationales, comme pour prouver qu'il a toujours les moyens de servir ses fidèles. « *On est toutes les semaines à la radio, on est à côté de Geagea, de Hariri, de Gemayel. On est bien avec Walid Jumblatt. Farès rend visite aux ambassadeurs, il parle quatre langues* »<sup>52</sup>. Pour un de ses partisans, malgré la défaite électorale, « *Farès est un za'im, les autres sont des députés* »<sup>53</sup>.

<sup>47</sup> Entretien avec un assistant de Farès Souhaid, 23 janvier 2010, Jbeil.

<sup>48</sup> *Idem.*

<sup>49</sup> « Alors que l'étymologie du mot *'asabiyya* renvoie au corps physique, et en particulier au système nerveux, il est parfois improprement traduit par "liens du sang" comme s'il désignait les seuls liens primordiaux. Mais il est clair que (...) la *'asabiyya* désigne des groupes de solidarité dont la cohérence peut être tout aussi bien géographique ou idéelle, voire circonstancielle, c'est-à-dire constituée en vue de la conquête du pouvoir », dans Picard 2006, p. 62.

<sup>50</sup> Entretien avec un assistant de Farès Souhaid, 23 janvier 2010, Jbeil.

<sup>51</sup> *Idem.*

<sup>52</sup> *Idem.*

<sup>53</sup> *Idem.*



Bien que soutenu par les partis des Forces libanaises et dans une moindre mesure des Kataëb, il ne revendique pas d'identification partisane précise. A l'inverse d'un Walid el-Khoury, lui aussi typiquement notable du cru, il n'est mandaté *stricto sensu* par aucun parti lors de cette élection : l'essentiel de son capital politique sur place ne se résume pas à cela, et se présenter sous les couleurs des Forces libanaises, qui ne disposent pas là d'un fief, pourrait euphémiser son héritage et son propre travail politique depuis la fin de la guerre, tant au niveau local que national. Les structures des Forces libanaises ou celle des Kataëb prêtent toutefois main forte au candidat dans la campagne (mais pas au même titre qu'a pu le faire la machine du CPL qui sélectionne les candidats, organise les pointages d'électeurs, etc.). Samir Geagea, le leader des Forces libanaises, affiche ouvertement son appui. Recevant Farès Souhaid à la tête d'une délégation jbeiliote en sa demeure de Ma'rab, il puise dans les références propres à la localité pour plaider en faveur de la fusion des deux listes : « *Jbeil c'est le Jbeil de Michel Sleimane et non de Michel de Téhéran, c'est le Jbeil de Raymond Edde et de la liberté, de l'indépendance et de l'histoire de Annaya [voir plus loin], c'est le pays des lettres et non de la guerre* »<sup>54</sup>.

Quelques jours avant le scrutin, dans l'émission télévisée *Kalam en-nass*, il affirme avoir négocié lui-même, avec le président de la République, l'unification des deux listes<sup>55</sup>.

Farès Souhaid reçoit aussi le soutien du patriarche Nasrallah Sfeir, comme l'indique le quotidien *l'Orient le jour*, proche du « 14 mars » et du patriarcat. « *M. Souhaid a été reçu hier par le Patriarche Sfeir qui a interrompu exceptionnellement sa participation au synode pour [le] recevoir* »<sup>56</sup>. A cette occasion, le candidat Souhaid s'adresse à la communauté maronite. « *La voix chrétienne est celle qui définira les résultats de ses législatives cruciales. Les Chrétiens auront à choisir entre l'Etat, c'est-à-dire un Etat unique avec une armée unifiée et une décision unifiée et un "mini Etat" qui entrave l'édification d'un tel Etat* ». Il insiste sur l'importance que « *les Chrétiens restent les pères de la pensée libanaise et les protecteurs de la paix civile et de la démocratie au Liban* »<sup>57</sup>.

Farès Souhaid s'est en effet démarqué ces dernières années par ses prises de position radicales dans le clivage « 8 mars » / « 14 mars ». Menant campagne en 2009 derrière le slogan « le passage à l'Etat » (*al 'ubûr ila al-dawla*), il inscrit sa candidature derrière « *les trois alphabets de Jbeil (la lettre, le vivre ensemble et l'indépendance) ; son histoire personnelle et sa maison (bayt) qui s'est vouée à l'indépendance et au vivre ensemble ; son engagement permanent pour le dialogue libanais ; Kornet Chehwan ; et la révolution des cèdres et le soulèvement de l'indépendance* »<sup>58</sup>.

Il marque clairement son positionnement politique national et ne perd guère l'occasion de s'opposer au Hezbollah et à son usage des armes « *Le pays de Jbeil (bilâd Jbeyl), et notamment les Chiïtes de Jbeil, ne peuvent pas supporter le poids de vos armes, ni vos engagements extérieurs* » affirme-t-il à l'adresse du Hezbollah dans son programme de campagne<sup>59</sup>. Bien qu'il affiche une posture de dialogue, c'est clairement en candidat maronite qu'il se positionne. Il consacre d'ailleurs l'un des quatre points de son programme à l'église maronite (« *Nous sommes avec toi et ton combat permanent pour préserver le Liban libre*

---

<sup>54</sup> Déclaration publique de Samir Geagea le 25 mai 2009, cite par [www.almustaqbal.org/news\\_details](http://www.almustaqbal.org/news_details).

<sup>55</sup> « *J'ai parlé à huis clos avec le Président Sleimane et lui ai donné mon point de vue. Je lui laisse la décision finale. C'est pour l'intérêt de Jbeil et pour l'intérêt du Président que Farès soit le candidat fixe et que l'un des indépendants le rejoigne* ». Interview de Samir Geagea à *Kalâm en-nâs*, 4 juin 2009.

<sup>56</sup> « *Khoury, Souhaid et El-Husseini annoncent leur "entente électorale" à Jbeil* », *L'Orient le jour*, 6 juin 2009, p. 2 :

<sup>57</sup> *Idem*.

<sup>58</sup> [www.faressouhaid.org](http://www.faressouhaid.org).

<sup>59</sup> Point 4 de son programme électoral : cf. [www.faressouhaid.org](http://www.faressouhaid.org)

*souverain et indépendant*<sup>60</sup>). Lorsqu'il s'adresse aux Chiites de Jbeil, c'est en faisant référence à leur statut de minorité communautaire locale, leur assignant indirectement une identité confessionnelle primordiale de second rang : « *Vous n'êtes pas des *ḍimmi* (*ahl ḍimma*), et vous n'êtes pas des chevaux de Troie. Vous et nous sommes garants du vivre ensemble qui distingue notre région et qui demeure au dessus de toute considération* »<sup>61</sup>.

En tout état de cause, son impopularité auprès de l'électorat chiite n'est pas récente. Dix ans auparavant, le tout nouveau député Farès Souhaid l'admettait pour expliquer la déperdition de voix chiites qu'il enregistrait par rapport aux scores de ses parents : « *Durant les dernières années de guerre, j'exerçais aux hôpitaux du "Perpétuel Secours" et "Notre Dame". Une amitié me liait au Dr Samir Geagea et j'ai donc été considéré comme étant membre des Forces libanaises, les rumeurs étant propagées dans les milieux chiites pour me porter préjudice. D'autre part, les Chiites jbeilotes, en particulier ceux de la nouvelle génération, ont été contraints d'adhérer aux mouvements Amal et Hezbollah. Une minorité, les "Indépendants", sont restés dans leurs villages et j'ai obtenu un grand nombre de leurs voix. Les Chiites imprégnés des courants nationalistes n'ont pas voté pour moi, vu leurs relations politiques et mon opinion qui diffère de la leur* »<sup>62</sup>. Défiance que confirment beaucoup des électeurs chiites de Jbeil en 2009 : « *Il y a un vrai refus historique des Forces libanaises. Le village de Lessa [dans le jered] a eu plus de 200 morts à Sabra et Chatila. Sans compter les discours de Farès Souhaid depuis 2005 qui est anti-chiite, anti-Hezbollah. Il dit que les Chiites de la région sont des étrangers qu'il faut chasser. Il est devenu l'ennemi n°1 des Chiites* »<sup>63</sup>.

La liste des Indépendants : « les notables du président »

Si, lors du scrutin de 2009, nombre de candidats se sont déclarés « Indépendants » par rapport aux pôles du « 8 mars » et du « 14 mars » (souvent des notables locaux, et souvent des personnalités plutôt proches du « 14 mars »<sup>64</sup>), Jbeil est la seule circonscription où une liste complète se présente sous l'étiquette « Indépendants ». Ses candidats se mettent au service du projet de centrisme du nouveau président de la République Michel Sleimane, « un président de la région », afin de « permettre une transition pacifique et stable pour les années à venir, de promulguer une loi électorale adoptant la proportionnelle et lancer les réformes politiques nécessaires »<sup>65</sup> : « Tout le monde est convaincu que la nouvelle majorité sera élue avec une majorité très étroite. Ça ne facilitera pas le fonctionnement de l'Etat, la formation du cabinet et la possibilité de mener des réformes. D'où la nécessité d'avoir au Parlement un bloc indépendant qui pourra constituer un mécanisme de régulation, comme un mini-Sénat »<sup>66</sup>.

Menés par un héritier des familles *destouri* de 'Amchit, ils mettent en avant l'importance de l'institution présidentielle (notamment pour les Chrétiens). « *Nous ne faisons pas la campagne du président mais plutôt la campagne de la présidence* » affirment les trois candidats, le jour du lancement de leur campagne, dans la demeure de Nazem el-Khoury. C'est bien la villa de ce dernier, mitoyenne de celle de Michel Sleimane dans la vieille ville de 'Amchit, qui tient lieu de quartier général de la campagne, et non un local impersonnel

<sup>60</sup> Point 1 de son programme électoral : cf. [www.faressouhaid.org](http://www.faressouhaid.org)

<sup>61</sup> Point 3 de son programme électoral : cf. [www.faressouhaid.org](http://www.faressouhaid.org)

<sup>62</sup> Interview de Farès Souhaid, <http://www.rdl.com.lb/2000/3758/souaid.html>

<sup>63</sup> Entretien avec un proche de M. El-Husseini, 16 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>64</sup> Voir par exemple Jihad Ezzeine, « (Les commères de 'Amchit) », Qadayya Annahar, 19/05/2009.

<sup>65</sup> Entretien avec Nazem el-Khoury, candidat, 24 mai 2009, 'Amchit.

<sup>66</sup> *Idem*.



loué à l'occasion (comme l'a fait la liste du « 8 mars » par exemple). Ils reçoivent également le soutien du clergé local. Le père supérieur du monastère de Quntush est par exemple présent au premier rang de l'un des derniers meetings de la liste.

Les Indépendants font valoir leur proximité locale et familiale avec M. Sleimane. L'un de ses frères est *muhâfez* (préfet) de la Bekaa (il l'a été au Mont Liban), l'autre est l'un des *makhâtîr* de 'Amchit où il a d'ailleurs fondé l'association des *makhâtîr* locaux qui lui confère une certaine capacité d'action sur le territoire du *caza* de Jbeil et de remontée de l'information. Sans émerger au-dessus des autres, dans les années 2000, M. Sleimane qui ne pouvait prétendre à l'élection compte tenu de son statut de militaire, s'est fait à plusieurs reprises l'arbitre de conflits locaux : au sein du conseil municipal de Jbeil-Byblos (pour établir une présidence tournante du conseil entre les élus J. L. Qardahi, G. Kellab et J. Chami) ; dans le choix de candidats aux élections parlementaires ; ou encore entre l'héritier Nazem el-Khoury et son adversaire aux législatives de 1996, Antoine 'Issa, nouveau notable de 'Amchit .

Derrière la figure présidentielle s'allient ainsi trois noms transcendant non seulement les clivages partisans passés mais encore leurs propres divergences personnelles : l'ex-député Nazem el-Khoury (qui devient alors le concurrent direct de son cousin germain Walid) est un proche conseiller de Michel Sleimane. A la tête d'une compagnie d'assurance, il est avant tout un notable local, non affilié politiquement – sinon à l'héritage *destouri* – mais engagé, à l'instar des autres notables de la circonscription, dans un activisme social qui se traduit par exemple par l'ouverture d'un centre de santé en face de son domicile. Emile Nawfal, l'autre candidat maronite de la liste, du *jered*, fut l'un de ses principaux adversaires dans l'après-guerre. Ce dernier est un homme d'affaires, qui a fait fortune à l'étranger. Si certains le rangent aujourd'hui plutôt parmi les *ketlewi*, d'autres insistent sur son implication antérieure dans le mouvement phalangiste (Kataëb), dont certaines rumeurs affirment qu'il fut un moment le responsable local dans son village. Il ne descend pas d'une famille de notables locaux. A Jbeil, on dit de lui que sa notoriété repose avant tout sur sa fortune rapide qu'il entend convertir en capital politique, à l'instar de l'autorité qu'il exerce dans son village de Tartij. L'animosité entre les deux hommes est avérée et s'est cristallisée notamment lors des législatives de 1996. Elle s'est nourrie de rixes entre leurs partisans. Ils se réconcilient néanmoins trois mois avant les élections de juin 2009, sur l'entremise de Michel Sleimane qui les accueille ensemble dans sa demeure de 'Amchit pour ces retrouvailles de circonstance <sup>67</sup>.

Sur le terrain, Walid el-Khoury mobiliserait plus que son cousin Nazem el-Khoury, selon des observateurs proches de la famille, « *non pas parce qu'il a été élu député en 2005, mais surtout parce ce qu'il est médecin. Il est directeur médical à l'hôpital. C'est plus facile d'aider. Ses deux frères aussi sont médecins* » affirme un proche du candidat Nazem <sup>68</sup>. Mais à 'Amchit, Nazem bénéficiait *a priori* du soutien de la famille (selon la machine électorale de Nazem, 70% de la famille aurait voté pour lui, très peu pour les deux). « *La plupart des el-Khoury étaient présents chez Nazem* » <sup>69</sup>. Il avait aussi le soutien de l'influent maire actuel de 'Amchit, Antoine 'Issa, lui-même médecin, particulièrement investi dans l'action sociale.

Quelques jours avant le scrutin, Nazem el-Khoury reçoit en sa demeure la visite « historique » de Carlos Eddé (qui, après sa cuisante défaite de 2005, a renoncé à l'arène jbeiliote pour préférer se présenter dans la circonscription du Keserwan). Cet événement local remarqué et commenté semble sonner le crépuscule, au niveau des leaders du moins, du clivage *destouri* et *ketlewi* dont ils sont des représentants concurrents par excellence. Comme on le pressent en 2005, le nouvel adversaire commun au niveau national semble avoir réconcilié deux

---

<sup>67</sup> *Al-Safir*, 27 avril 2009.

<sup>68</sup> Entretien 15 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>69</sup> *Idem*.

anciennes maisonnées locales ennemies. « *C'est grâce à Michel Aoun qu'on se réunit ce soir ici dans la demeure de Shahid el- Khoury...* » déclare alors Nazem el-Khoury<sup>70</sup>. Si donc s'efface le clivage *ketlewi / destouri* au niveau des représentants des grandes familles locales, il demeure néanmoins chargé de sens auprès de nombre d'électeurs, notamment des générations anciennes. On raconte par exemple que Nabil et Ziad Huwat, les neveux de Jean Huwat, qui font campagne pour la liste des Indépendants (Nabil Huwat est le gendre de Michel Sleimane) se sont fait rabroués à Chamate, le village d'origine de leur famille, pour soutenir une liste de *destouri*. Pour les plus jeunes en revanche, ces références, portées dans les mémoires familiales, ne sont plus très mobilisées : l'éveil politique s'est joué pour eux dans les années 1990 et 2000, autour d'autres enjeux et personnalités marquantes<sup>71</sup> ; sur le terrain, ils font plus volontiers mention de l'affiliation Force libanaise, Kataëb ou CPL des candidats.

Le troisième candidat de la liste des indépendants est le Chiite Mustapha el-Husseini, le fils du député Ali el-Husseini et frère de l'ancien Président du Parlement Hussein el-Husseini. Du point de vue de l'équipe de ce dernier, d'autres alliances étaient envisageables, montrant par là que les clivages partisans et les enjeux politiques du scrutin de 2009 n'éclipsaient pas nécessairement tous les enjeux locaux du scrutin. « *Si le président avait eu une meilleure stratégie politique, on aurait pu faire deux listes seulement, en nous alliant avec Aoun, suggère un proche de Mustapha el-Husseini. Il y aurait eu un candidat de Sleimane sur la liste de Aoun, comme Jean Huwat, proche des deux bords. Mustapha el-Husseini et un candidat du jered, Simon Abi Ramia ou un autre* »<sup>72</sup>. Compte tenu des rivalités nationales de Michel Aoun et Michel Sleimane, difficile d'envisager une liste coparrainée par eux deux, qui plus est dans la circonscription de Jbeil. Mais il est intéressant de noter que cela restait une option possible pour cette famille qui en 2004 avait mené campagne municipale contre les candidats du Hezbollah dans la circonscription de Jbeil derrière le mot d'ordre « *les familles contre les partis* »<sup>73</sup>.

L'implication de Michel Sleimane dans la campagne à Jbeil s'est avérée ambivalente, à tel point que les responsables des machines électorales des trois candidats de la liste déplorent un soutien mal affiché. « *A Jbeil, il était mouillé dans les élections qu'il le veuille ou non. Mais sur le terrain il a envoyé son neveu, ses filles, mais pas son fils ou son gendre qui pourtant étaient présents dans d'autres circonscriptions. Sa maison était à peine ouverte (...) Walid el-Khoury a d'ailleurs joué là-dessus en disant : le président n'a pas vraiment soutenu mon cousin* »<sup>74</sup>. Une campagne plus manifeste du Président l'aurait certainement placé en porte-à-faux avec son ambition affichée tout au long de la campagne de jouer le rôle d'arbitre garant de la qualité du scrutin. Elle l'aurait également exposé encore plus directement en cas de défaite. Ceci étant, sur le terrain, nombreux sont ceux qui dans les derniers jours de la campagne évoquent des interventions directes ou indirectes de l'entourage présidentiel, faites de menaces ou de promesses. Les dernières semaines, les porte-parole de la liste des indépendants n'évoquent plus que la fonction présidentielle auprès de leurs électeurs, assurant qu'une défaite de Nazem el-Khoury mettrait en péril l'institution. Et en tout état de cause, le président se saisit du moment de la campagne pour se présenter comme un porte-parole

---

<sup>70</sup> Note de terrain, Jbeil.

<sup>71</sup> Dans cet ouvrage, le chapitre de B. Lefort montre notamment comment la jeunesse estudiantine chrétienne se mobilise autour des clivages partisans FL/CPL, et celui de M. N. AbiYakhi montre aussi que leurs identités politiques restent aussi marquées par les attaches familiales et localistes, l'héritage, voire la réactivation de la mémoire des pères.

<sup>72</sup> Entretien le 15 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>73</sup> *Idem.*

<sup>74</sup> *Idem.*

national du *caza*, en renouant d'ailleurs avec des thématiques chères aux anciens leaders locaux et notamment Raymond Eddé, dont il renouvelle le discours sur la marginalisation de la région : « *Jbeil, il est temps de lever l'injustice et la privatisation qui pèsent sur toi. Tu as souffert et tu as tenu. Tu as été déshéritée et tu l'as accepté. Mais tu n'a jamais cédé sur tes principes nationaux* »<sup>75</sup>.

### *La défaite des politiques du nom au profit de nouveaux clivages partisans*

Au final donc, les candidats qui s'opposent en 2009 ne sont pas des nouveaux venus sur la scène politique jbeiliote, à l'exception de Simon Abi Ramia, arrivé par le truchement de son militantisme partisan. Ce que ne manquent pas d'ailleurs de stigmatiser certains de ses concurrents : « *qu'il commence par aller à la rencontre des Jbeilites* » raille Nazem el-Khoury à l'inauguration de sa propre campagne. Bien que le nouveau découpage électoral ait intensifié le caractère localiste de la confrontation, l'issue du scrutin et les événements qui l'ont précédée, notamment la fusion de dernière minute entre les listes du « 14 mars » et des Indépendants, traduisent un recul des politiques du nom au profit de la mobilisation des ressources collectives offertes par les structures partisans et une euphémisation des clivages politiques locaux et interfamiliaux au profit d'un réaligement du vote sur des enjeux nationaux.

Ceci s'observe à différentes échelles. On le note d'abord avec la fracture dans la famille des el-Khoury, le soutien du *tayyâr* permettant à Walid de se représenter et de l'emporter contre son cousin selon lequel il « *revenait à lui le droit de se présenter au nom des el-Khoury, en vertu de l'accord de 2005* »<sup>76</sup>. On le lit aussi dans les bulletins de vote, qui, comme dans l'ensemble des circonscriptions libanaises, n'ont pas été panachés comme l'autorise pourtant la loi électorale. Les électeurs ont voté pour les listes pleines et non pour les candidats. A Jbeil, ceci est cependant loin d'être inédit, à l'exception des scrutins de 1996 et 2000 (NASSIF 1998). A 'Amchit, très peu d'électeurs ont voté pour Walid et Nazem el-Khoury, les deux candidats locaux concurrents. On observe cet alignement partisan des votes en particulier pour la liste du « 8 mars » : l'écart entre les voix des différents candidats s'est très sensiblement rétréci : il était de 6000 voix en 2005, il n'est plus que de 300 voix en 2009. Les Chiites jbeiliotes, dont certains envisageaient de voter pour la liste du Bloc pour le changement et la réforme tout en rayant le nom du candidat chiite Abbas Hachem comme ils l'avaient fait en 2005, votent finalement de façon unanime pour la liste complète. En somme, l'électorat jbeiliote semble avoir pris position avant tout face au clivage dominant du « 8 mars » et du « 14 mars ».

Dans le cas de Jbeil, ce désenclavement du « pouvoir au village » (LEVI 1989) avec un écrasement de l'échelle locale par l'échelle nationale, s'est également traduit par l'échec de l'alliance de dernière minute nouée entre Nazem el-Khoury, Farès Souhaid et Mustapha el-Husseini. Après moult tractations sur scène et en coulisses, leurs listes fusionnent finalement sans grande surprise deux jours avant l'élection pour faire barrage à celle du « 8 mars » : divisés, les candidats des deux listes n'avaient que peu de chance de passer. Emile Nawfal et Mahmud 'Awwad se retirent. Il s'agit évidemment, pour faire barrage au *tayyâr* et faire face au poids escompté des électeurs chiites, de tenter de regrouper un maximum de voix chrétiennes avec le soutien des Forces libanaises et derrière la figure du président de la République. Du côté de Farès Souhaid et des Forces libanaises, certains y lisent également une stratégie sur le plus long terme pour consolider leurs bases et écarter progressivement les

<sup>75</sup> Discours de M. Sleimane à Jbeil, 27/05/2009.

<sup>76</sup> Entretien avec un proche du candidat Nazem el-Khoury, 15 janvier 2010.

grandes familles locales au profit de candidats Forces libanaises. A ce jour, le parti n'a jamais présenté de liste explicitement sous ses couleurs à Jbeil, majoritairement hostile à son passé milicien, mais semble adopter une autre stratégie en alliance avec Farès Souhaid.

Cette alliance a été à la fois affaire locale et nationale. Michel Sleimane a certainement intercédé entre les différentes parties, comme l'indique l'interview citée plus haut de Samir Geagea à *Kalâm en-nâs*. Nabih Berri, président du Parlement et chef du mouvement Amal, finit par prendre position et accuse à demi mots le président de la République de s'être ingéré en faveur du « 14 mars »<sup>77</sup>, opinion partagée par les titres des principaux quotidiens libanais au lendemain de l'annonce de l'unification<sup>78</sup>.

Au-delà de son aspect conjoncturel et théâtral, l'unification des deux listes s'inscrit au fond dans la politique des tractations et négociations que pratiquent les leaders politiques libanais tant pour la préparation des élections locales que nationales. A tel point que souvent, l'issue du scrutin se joue avant le vote lui-même. Ça peut être le fait d'ententes préalables comme en 2009 pour la circonscription empoisonnée de Beyrouth II, pour laquelle les représentants du Hezbollah et du Courant du futur se sont engagés à se partager les quatre sièges à Doha<sup>79</sup>. C'est surtout, le plus souvent, le fait de pratiques de campagne, celle des *busta* (bus) et des *mihdala* (rouleau compresseur), qui consistent à composer des listes « emballées » ou fermées par les grands patrons politiques, qui adversaires ou alliés, s'entendent préalablement pour se partager les sièges, comme ce fut le cas notamment lors des élections de 2005 (RIZK 2005).

Dans ce cas particulier toutefois, l'alliance autour des noms de Nazem el-Khoury, Farès Souhaid et Mustapha el-Husseini, s'est avérée perdante. Comme toute alliance politique (MARTIN 2001), elle avait un coût en terme de leadership, chacun étant obligé de sacrifier une partie de son autorité ; son efficacité dépendait de la discipline des partisans de chacun des candidats et mettait ainsi à l'épreuve les maisons des el-Khoury – dont la famille se trouve divisée –, des Souhaid et des el-Husseini – mis en concurrence au sein de l'électorat chiite par les mots d'ordre partisans du « 8 mars ».

La fusion des deux listes a fait échouer à Jbeil le pari centriste du président Sleimane : non seulement il ne disposera pas d'un petit groupe de parlementaire, mais il prend partie et accentue son bras de fer avec Michel Aoun, qu'il perd. Il voit enfin ses ambitions d'ancrage territorial réduites à peau de chagrin, du moins momentanément. Dans sa propre ville, à 'Amchit, son proche conseiller et voisin, Nazem el-Khoury, se fait battre (à 1225 voix contre 1380 voix à Walid el-Khoury). Cette défaite est ressentie comme une « gifle » pour lui dans le *caza*, d'autant que la réduction de la taille de la circonscription a personnalisé plus encore la nature des relations entre les électeurs et leurs représentants. D'aucuns relèvent qu'après l'élection, le président a fermé ses portes, qu'il a « pris des mesures de rétorsions. Des gens qui n'ont pas voté pour les Indépendants n'arrivent pas à avoir de permis de construction... en tout cas, c'est comme cela que c'est perçu. C'est un mauvais calcul pour la suite »<sup>80</sup>.

Ce passage en revue des candidats qui se sont affrontés en juin 2009 montre donc comment a évolué l'offre politique proposée aux électeurs jbeiliotes sur plusieurs générations. Certaines grandes familles de notables, qui ont longtemps gouverné Jbeil avec le soutien de forces

<sup>77</sup> « J'appelle le président de la République Sleimane à clarifier ce qui s'est passé à Jbeil car je sais que la stature du Président est beaucoup plus importante qu'une étroite question électorale », cité par *L'Orient le Jour*, 6 juin 2009, p. 3.

<sup>78</sup> « Sleimane prend parti avec le 14 mars à Jbeil » (*Al-Akhbar*), « Sleimane compromet son rôle consensuel ... à Amchit » (*As-Safir*) et « La surprise de Jbeil met Aoun au défi d'une percée [de sa liste] » (*Annahar*).

<sup>79</sup> Détails de l'accord décrits dans *al-Balad*, 25/10/2008, <http://www.albaladonline.com/html/story.php?sid=38821>

<sup>80</sup> Entretien, 15 janvier 2010, Beyrouth.

politiques nationales en club relativement fermé (au début des années 1990, ils interdisaient même l'entrée de leurs associations locales aux nouvelles élites), connaissent un déclin relatif ou une nouvelle vie selon leurs accrochages aux nouveaux enjeux partisans d'après-guerre, puis d'après 2005. Des figures et familles soutenues par des appareils partisans concurrents émergent parallèlement prudemment. Autrement dit, à Jbeil, les stratégies électorales dénotent depuis les années 1950 au moins une forte politisation de représentants locaux comme de leur électorat, si bien que la politique du nom, que l'on repère dans les dynasties de notables du *caza* ou dans le rôle quasi aristocratique des « grandes familles » de 'Amchit, reste liée à des lignes de clivages plus nationales, qui structurent et restructurent localement un rapport ami/ennemi, qui s'illustre dans des antagonismes familiaux mais ne s'y réduit pas.

## Les Explications du vote

Reste à regarder comment cela se traduit dans la manière de voter dans la circonscription. Comment l'évolution de cette offre politique rencontre-t-elle une transformation des identités politiques et des logiques de mobilisation de l'électorat jbeiliote ? Au Liban, les comportements politiques sont réputés être largement déterminés par des variables lourdes telles que l'appartenance familiale, villageoise ou communautaire (QAH 1996). Pourtant, le vote de 2009 comportait à Jbeil une relative incertitude sur l'éventuelle mobilité des électeurs. Quant bien même les désalignements du vote par rapport à 2005 n'ont pas été majoritaires, ils montrent que même au Liban, « l'électeur n'est jamais ni totalement libre, ni totalement déterminé. Son choix est le fruit d'un processus où se mêlent facteurs sociaux et politiques, éléments structurels et conjoncturels » (MAYER 1998, p. 17). En l'occurrence, le vote de 2009 exprime, au-delà d'aspects conjoncturels – la dramatisation de l'enjeu de ce scrutin, fortement lié à l'agenda politique national –, une mutation des identités partisans héritées (dont on a vu que les legs combinent plusieurs registres) ou choisies.

Il est difficile de trancher sur les motivations profondes du vote, qui plus est en l'absence de sociologie électorale fine. Néanmoins, l'analyse des résultats de l'élection bureau par bureau et l'enquête de terrain permettent de mieux comprendre les rationalités du vote et notamment celles qui accompagnent le réagencement des préférences de certains électeurs <sup>81</sup>. Ceci permet non seulement de comprendre comment s'organisent localement les mobilisations partisans et électorales mais aussi de contribuer à répondre à deux questions qui ont polarisé l'attention et ont suscité des interprétations contradictoires: qui l'a emporté du côté maronite ? Les électeurs chiites ont-ils fait la différence ?

Le tableau suivant décrit le nombre de voix recueillies par chacun des candidats en lice.

**Tableau 1. Répartition des votes selon les candidats et la répartition confessionnelle des bureaux de vote.**

Répartition confessionnelle des	Walid el-Khoury	Simon Abi	Abbas Hachem	Farès Souhaid	Mustapha el-	Nazem el-Khoury
---------------------------------	-----------------	-----------	--------------	---------------	--------------	-----------------

<sup>81</sup> Dans la circonscription de Jbeil les bureaux de vote ne sont pas distribués formellement en fonction de la confession des électeurs. Mais les sous-circonscriptions elles-mêmes sont découpées de façon relativement homogènes : cinquante-sept sont très majoritairement chrétiennes, onze sont très majoritairement chiites, deux sont majoritairement sunnites. Si bien que les résultats par bureaux de vote donnent, entre autres choses, une représentation, imparfaite mais relativement fiable, de la répartition communautaire des votes.

<b>bureaux de vote</b>		<b>Ramia</b>			<b>Husseini</b>	
<b>Maronites</b>	17060	16815	16740	17262	16844	16467
<b>Chiïtes</b>	6152	6199	5944	190	476	416
<b>Maronites et Chiïtes</b>	3430	3431	3354	1269	1216	1136
<b>Maronites et Grecs orthodoxes</b>	582	557	567	356	368	382
<b>Maronites et autres confessions</b>	832	815	833	709	684	675
<b>Grecs orthodoxes et autres Chrétiens</b>	291	284	289	124	128	142
<b>Grecs orthodoxes, Grecs catholiques et Arméniens orthodoxes</b>	235	235	235	164	162	161
<b>Autres confessions</b>	138	134	128	101	82	86
<b>Sunnites</b>	79	73	90	512	469	488
<b>Grecs orthodoxes</b>	53	55	52	11	8	7
<b>Total</b>	28852	28598	28232	20698	20437	19960

Source : Information international SARL 2009, p. 182.

### *Les aspects pluriels de la mobilité électorale*

La liste orange du Bloc du changement et la réforme rangée derrière le général Aoun l'emporte à 58 % environ sur ses adversaires. La forte popularité du général dans cette circonscription exprimée en 2005 se confirme mais avec des nuances, un recul relatif du score et des évolutions de l'électorat.

Première évolution notable des comportements : la hausse des taux de participation (que l'on observe aussi dans les autres circonscriptions du pays). De 61,1% en 2005, la participation grimpe à 64,99%, l'un des meilleurs scores du pays. L'écart entre 2005 et 2009 se répartit différemment selon l'origine communautaire des électeurs :

**Tableaux 2 et 2bis. Evolution des taux de participation et du nombre de voix entre 2005 et 2009.**

<b>Confession de l'électorat</b>	<b>Taux de participation en 2009</b>
Chrétiens	66,8%
Chiïtes	67,8%
Sunnites	36,24%

Source : Information international SARL 2009, p. 181, et données des machines électorales des candidats.

<b>Confession de l'électorat selon les bureaux de vote</b>	<b>Taux de participation en 2005</b>
Maronites	66,9%

Chiites	51,07%
Sunnites	34,08%
Orthodoxes	58,48%
Arméniens orthodoxes	24,61%
Autres Chrétiens	49,92%
Autres	58,60%
Bureaux mixtes	57,07%

Source : Qusaïfi 2007, pp. 215-219.

L'importance relative en nombre d'électeurs des bureaux mixtes (LCPS 2007) ne permet que des conclusions en tendance, à manier avec prudence. Mais les progrès de la mobilisation des Chiites semblent néanmoins clairement les plus importants. Les données d'enquête ne nous permettent cependant pas encore d'identifier en détail l'origine sociale et géographique de ces nouveaux électeurs. D'autres variations des comportements électoraux s'observent à la faveur de ce scrutin : le vote chrétien s'est réorganisé et polarisé, tandis que le vote chiite s'est uniformisé.

Entre 2005 et 2009, Farès Souhaid gagne, à titre individuel, 8000 voix chrétiennes environ. La liste du CPL en perd, en moyenne<sup>82</sup>, autour de 700, par rapport aux scores importants réalisés en 2005. Compte tenu des chiffres de la participation, ceci indique un changement de couleur politique de certains électeurs, en faveur de la liste unifiée. Mais ces résultats ont donné lieu à des interprétations différentes de la part des équipes en lice.

Celle de Nazem el-Khoury a du mal à cacher sa déception. Ses pronostics les plus optimistes envisageaient de réunir 70% des voix chrétiennes. Elle en recueille moins de 20% à 'Amchit, la ville fief du candidat et du président de la République, derrière Walid el-Khoury. Ce qui fait dire à leur allié Mustapha el-Husseini qu'au fond « *la défaite a surtout été chrétienne, plus que chiite parce que nous savions bien que les voix chiites seraient perdues* »<sup>83</sup>.

La machine de Farès Souhaid en revanche revendique une nette victoire dans le clan chrétien : « *un immense travail, parce qu'il est difficile de faire changer de camps les électeurs* »<sup>84</sup>. L'équipe du candidat Souhaid met offensivement en avant la victoire de son leader. « *Farès était le premier chez les Chrétiens. A Jbeil et dans tout le Liban, c'est lui qui a réuni le plus de voix chrétiennes. Il a dépassé Aoun ici. On a eu 17 262 voix maronites, tandis que Walid el-Khoury n'en a eu que 17 060* »<sup>85</sup>. Si le candidat a effectivement recueilli, en valeur relative, plus de voix chrétienne qu'en 2005, le tableau 1 montre néanmoins qu'il n'est pas le vainqueur des Chrétiens en valeur absolue. Vainqueur de 200 voix sur son premier concurrent, Walid el-Khoury, dans les bureaux strictement maronites, il est plus largement dépassé par les candidats du *tayyâr* dans les bureaux mixtes (rassemblant souvent des électeurs maronites et d'autres confessions) et dans les bureaux grecs orthodoxes, grecs catholiques ou Arméniens. En d'autres termes, ni Farès Souhaid, ni ses partenaires de la liste

<sup>82</sup> Par vote pour les listes « en moyenne » nous désignons la moyenne des résultats obtenus par les différents candidats de la liste. Dans la mesure où le vote de 2009 fut clairement un vote de liste, ces moyennes sont relativement représentatives des résultats obtenus par chacun des candidats.

<sup>83</sup> Entretien avec un proche de Mustapha El-Husseini, 16 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>84</sup> *Idem*.

<sup>85</sup> Entretien avec un assistant de Farès Souhaid, 23 janvier 2010, Jbeil.

unifiée ne peuvent se prévaloir d'une nette victoire du côté chrétien <sup>86</sup>. Autrement dit, leur défaite n'est pas seulement imputable au comportement de l'électorat chiite, argument qu'ils mettent largement en avant au lendemain du vote.

Les candidats du *tayyâr* revendiquent également la représentation légitime des Chrétiens. Sur 57 sous-circonscriptions majoritairement chrétiennes du *caza*, ils l'emportent dans 31 <sup>87</sup>. Ils admettent néanmoins, qu'en termes relatifs, ils ont perdu environ 20% de leur électorat chrétien de 2005. Leurs responsables minimisent cette érosion en affirmant que ces 20% étaient ceux qui, en 2005, n'avaient pas voté pour la liste complète du CPL et avaient panaché les listes, électeurs flottants plus difficiles à convaincre après la vague orange de 2005. En valeur absolue certains de leurs candidats ont d'ailleurs gagné des voix chrétiennes, à l'instar de Simon Abi Ramia par rapport à Shamel Muzayya <sup>88</sup>, mais ce gain est minimisé par les effets de la hausse générale des taux de participation. Au final, les aounistes de Jbeil revendiquent un noyau dur d'électeurs aounistes de 40% environ, une « *hala 'aouniyye* » (sphère aouniste), pour lesquels les décisions politiques prises par le parti depuis 2005 n'ont pas été sanctionnées dans le scrutin mais au contraire confirmées.

En résumé, la liste CPL l'a emporté de très peu à l'échelle du *caza* en terme de voix chrétiennes, le vote des Chiites renforçant de façon conséquente leur avance (Information international, 2009, p. 179). En effet, autre modification remarquable du vote, les votes chiites se sont très singulièrement alignés en 2009. En 2005, le CPL avait reçu à Jbeil 39,2% des votes chiites, la liste de Farès Souhaid 22,8% et celle de Nazem el-Khoury 27,6%. En 2009, la liste du CPL compte 94,36% des votes chiites contre 5,64% pour la seconde liste. En 2005, Farès Souhaid avait environ 1500 voix chiites sur 6500 exprimées. Il n'en a plus que 300 environ sur 9 958 en 2009.

### *L'uniformisation du vote chiite*

Sur 14 151 électeurs chiites, 9 958 ont voté en 2009. La liste fusionnée des Indépendants et du « 14 mars » n'en recueille en moyenne que 550 voix. Le 7 juin 2009, les électeurs chiites ont donc pris parti à Jbeil, dans tous les sens du terme. On peut dire la même chose des électeurs sunnites à Laklouk et Aïn el-Chalâl, où ils ont voté massivement pour la liste du « 14 mars » <sup>89</sup>, mais où leur faible nombre prête moins à conséquence. Localement, l'uniformisation de ce vote chiite n'allait pas de soi.

D'une part, la figure de Abbas Hachem est loin d'émerger au dessus des autres figures chiites de la région. Elle suscite même des hostilités, notamment au sein de l'électorat chiite. En 2005, son nom avait été barré par des électeurs de la liste menée par le CPL : par certains proches du mouvement Amal (cités plus hauts) et par des membres de la famille el-Husseini notamment <sup>90</sup>.

---

<sup>86</sup> Ceci est encore plus manifeste au niveau de la liste puisque « en moyenne », les candidats ont obtenu 19900 voix chrétiennes et 500 voix chiites contre 20100 voix chrétiennes et 8500 voix chiites pour ceux de la liste CPL (Information international, 2009, p. 179).

<sup>87</sup> Ceci est confirmé par leurs adversaires : <http://www.faressouhaid.org/aarticlepreview.php?id=1169>

<sup>88</sup> En 2005 Shamel Muzzaya emporte 15154 voix maronites, en 2009 Simon Abi Ramia en emporte 16 815.

<sup>89</sup> A Laklouk, 402 voix pour Farès Souhaid contre 73 à Simon Abi Ramia et à Aïn el-chalâl, 0 voix à Simon Abi Ramia (1 voix à Walid el-Khoury) contre 110 voix à Farès Souhaid.

<sup>90</sup> Entretien avec un proche de Mustapha El-Husseini, 16 janvier 2010, Beyrouth.



D'autre part, les électeurs chiites de Jbeil sont réputés éviter « *les clashes* »<sup>91</sup> avec la population maronite et préserver la « paix civile » dans le *caza*. Les habitants de la région revendiquent une tradition de bonne entente entre les communautés, symbolisée par exemple par les Chartes de Annaya et Qartaba, signées au début de la guerre civile par les maires, *makhâtir* et *fa'aliyyat* (personnalités) du *caza*. Parrainées par Jean Huwat, alors secrétaire général du Bloc national pour la première, et par Nohad Souhaid, du clan *destouri*, pour la seconde, elles affirmaient le refus collectif de prendre les armes et la volonté d'entraide et de « vie en commun » (*ta'ayush muštarak*) des communautés. Le fait est que durant la guerre, Jbeil ne s'est pas vidée par exemple de sa population chiite.

En termes d'attitude politique, ceci s'est traduit en général par un certain effacement des électeurs chiites qui, dans les rivalités politiques locales, ne prennent pas position en tant que communauté. Longtemps d'ailleurs, ils ont choisi plutôt comme « porte-parole » de la communauté Adib Alam, non pas un élu mais un juge proche du Président Fouad Chehab, capable d'intercéder pour eux hors des risques des batailles électorales. L'électorat chiite dans le *caza* a été jusqu'à présent plutôt partagé. Minoritaires et peu puissants localement (« *les Chiïtes n'ont pas de awqaf* »<sup>92</sup>. *Seuls en ont les Sunnites et les Maronites* »<sup>93</sup>, ils n'ont pas non plus de mosquées dans la ville de Jbeil-Byblos), ils ont eu tendance à privilégier majoritairement un vote de soutien « pour l'Etat ». « *Ils avaient besoin d'être protégés. Alors, ils étaient plus proches des destouri, de l'armée, du gouvernement. Mais certains villages, comme Hajûla, votaient 100% pour les Kettlewi et Eddé* »<sup>94</sup>. Reste que leur comportement électoral est resté varié. En 2005, le vote chiite s'était par exemple distribué en parts quasi égales entre la liste aouniste, celle de Farès Souhaid et celle de Jean-Louis Qardahi, proche de Emile Lahoud le président de la République de l'époque.

Compte tenu de l'évolution récente des rapports de force nationaux, mais aussi de la réduction de taille de la circonscription par rapport aux deux scrutins précédents, l'importance relative de l'électorat s'est accru en 2009, mettant à l'épreuve les règles d'entente de cette « vie en commun ».

L'offre politique chiite, jusqu'alors, a aussi été plurielle à Jbeil. Le mouvement Amal est présent politiquement dans la circonscription notamment depuis les élections de 1996 (NASSIF 1998). Mais aucun des candidats soutenus par Nabih Berri n'y a jamais été élu. Et si Mustapha el-Husseini se présente dans le *caza*, son propre frère, ancien leader de Amal et président du Parlement, a longtemps été député de la Bekaa. Élu en 1992 et 1996, Mahmud 'Awwad était plutôt réputé proche de Rafiq Hariri. Quant à Abbas Hachem, élu depuis 2000, il s'est, comme on l'a vu, rapproché du Hezbollah dans les années 2000. Candidats et élus chiites jbeiliotes ont changé à plusieurs reprises d'alignement politique et se sont mesurés autour de rivalités de maisons : en 1992, lors du boycott chrétien, 7 candidats se sont présentés pour le siège chiite<sup>95</sup>, si bien que la compétition électorale a donc été avant tout une compétition inter chiite (KIWAN 1993). Les sous circonscriptions d'origine des prétendants maronite ont sanctionné leurs propres candidats en ne votant pas pour eux<sup>96</sup>. En revanche, les candidats chiites ont fait le plein de voix dans leurs localités d'origine, attestant de l'ancrage local de leur notoriété, en deçà d'éventuelles identifications partisans. La polarisation

---

<sup>91</sup> *Idem*.

<sup>92</sup> *Waqf*, plur. *awqâf* : il s'agit de dotations religieuses inaliénables, consacrant souvent un bâtiment ou une parcelle de terrain de terre dans des buts religieux ou charitables.

<sup>93</sup> Entretien 23 janvier 2010, Jbeil.

<sup>94</sup> Entretien avec un représentant d'une grande famille chiite du *caza*, 15 janvier 2010, Jbeil.

<sup>95</sup> Les candidats chiites avaient proposé de retirer leur candidature si tous les candidats maronites faisaient de même. Deux candidats s'étant présentés (Michel el-Khoury et Maha el-Khoury Assad), ils sont restés en lice.

<sup>96</sup> Michel el-Khoury à 'Amchit, Maha el-Khoury Assad à Qartaba.

partisane n'est en effet que récente pour ce qui les concerne, comme l'indique le nombre de candidats chiites aux diverses élections d'après guerre.

**Tableau 3. Evolution du nombre de candidats chiites aux élections législatives d'après-guerre :**

Election législative	Nombre de candidats
1992	7 (contre 2 candidats maronites élus d'office)
1996	16
2000	5
2005	3
2009	13

Sur le terrain, les concurrents de la liste du « 8 mars » misaient là-dessus, à l'instar d'un Jean Huwat par exemple, qui pensait dans la pré-campagne qu'en tant qu'ex-secrétaire général du Bloc national, il pourrait mobiliser derrière lui une partie non négligeable de l'électorat chiite de la région : « *Les Chiites de Jbeil ne suivront pas en bloc le Hezbollah. Ils sont plus attachés à leur histoire politique locale et aux différents courants politiques de la région* »<sup>97</sup>. D'autant qu'un autre élément plus conjoncturel pouvait, en 2009, faire de Jbeil le théâtre d'antagonismes au sein de l'électorat chiite. C'est le « pari de Jezzine » qu'ont fait les candidats de la liste des Indépendants notamment : l'entente entre les différentes parties de la coalition du « 8 mars » – comme celles du « 14 mars » – n'a pas toujours été sans mal. Le Hezbollah n'est pas parvenu à arbitrer le différent qui a opposé le CPL au mouvement *Amal* à Jezzine au Sud du Liban<sup>98</sup>. Mais sous l'arbitrage du Hezbollah, les deux alliés adversaires ont scellé finalement un accord de non agression, le leader de *Amal* certifiant notamment que « *les élections à Jezzine n'auront aucun impact sur l'alliance entre les pôles* »<sup>99</sup>. Quelques jours avant le vote, la coalition du « 8 mars » a même diffusé un communiqué confirmant « *le discours politique unifié de l'opposition à Jbeil* », la « *continuité de coordination entre les trois machines électorales* ». « *Les directives du Président Berri et de Hassan Nasrallah n'épargneront aucun effort afin d'assurer la victoire de [leur] option incarnée par le leadership du Premier ministre le général Michel Aoun* »<sup>100</sup>. On pouvait penser néanmoins que certaines rétorsions pourraient avoir lieu à Jbeil de la part du mouvement *Amal* à l'encontre du CPL. Jusqu'à la fusion des deux listes des Indépendants et du « 14 mars », certains électeurs proches de Nabih Berri envisageaient ainsi que leur leader appellerait à voter pour la liste des Indépendants, proches du président (et de « l'Etat »)<sup>101</sup>.

Pourtant donc, malgré cette histoire et ces éléments plus conjoncturels, 94,36% de l'électorat chiite a voté pour la liste du Changement et de la réforme, sans même biffer le nom du

<sup>97</sup> Note de terrain, hivers 2009.

<sup>98</sup> Dans cette chasse gardée de Nabih Berri depuis la fin de la guerre, les trois sièges de députés sont chrétiens. *Amal* et le CPL ne parviennent pas à s'entendre en 2009 sur la désignation des candidats et ils présentent finalement deux listes concurrentes.

<sup>99</sup> Déclaration de Nabih Berri, présentation du programme électoral du bloc parlementaire de la Libération et du développement (*Amal*), Conférence de presse, 10 mai 2009, Msayleh.

<sup>100</sup> Rapporté dans *Annahar*, 22 mai 2009.

<sup>101</sup> « *Nous les proches de Amal, on se disait encore quelques jours avant les élections, qu'on ne pouvait pas se prononcer contre le président pour préserver le futur de Jbeil, pour préserver l'alliance des chrétiens et des chiites* ». Entretien 23 janvier, Jbeil.

candidat chiite Abbas Hachem (l'écart de voix qu'il recueille avec celui de Walid el-Khoury est seulement de 520. En 2005 il était de 3000 voix environ <sup>102</sup>). Moins le fait d'un important déterminisme sociologique [« une personne pense politiquement, comme elle est socialement » (LAZARFELD *et alii* 1944, p. 27) et ici on pourrait ajouter « comme elle est communautairement »], cet alignement du vote chiite doit être replacé en contexte à travers les significations que les électeurs peuvent donner à leur vote. La difficulté à exprimer lors de ce scrutin une voix chiite discordante du *main stream* du « 8 mars » et du Hezbollah s'explique tant par les contraintes qui pesaient sur eux que par la hiérarchie des préférences qu'ont suivie ces électeurs dans une période de mutation des identités partisans locales et nationales.

### Un vote sous contrainte ?

Les adversaires de la liste du « 8 mars », notamment l'équipe de Farès Souhaid qui a perdu un millier de voix chiites entre 2005 et 2009, dénoncent d'abord « *la totale domination morale et politique [du Hezbollah] dans les régions chiites, qui a conduit à un alignement confessionnel que la région de Jbeil n'avait jamais vu, y compris au pire de ses moments* » <sup>103</sup>.

Ils accusent surtout leurs adversaires, et notamment le Hezbollah, de fraude, de manœuvres électorales illicites et de violence. Sont incriminés pêle-mêle l'arrivée de bus remplis d'électeurs chiites venus de la *ḍāhiyya*, la Banlieue sud de Beyrouth, accompagnés par des services d'encadrement, l'usage de l'argent, l'absence de contrôle dans les bureaux de vote, voire la difficulté à identifier les électrices voilées. Dans l'équipe de Mustapha el-Husseini, on affirme : « *ils ont envahi nos villages* », métaphore employée d'ailleurs quelques mois auparavant par les forces du « 14 mars » pour qualifier « *d'invasion de Beyrouth* » (*ghazwa beyrût*) les batailles qui ont opposé leurs forces armées à celles du « 8 mars » en mai 2008. Aucune de ces accusations n'a donné lieu à des plaintes auprès du Conseil Constitutionnel. Elles restent difficiles à vérifier et doivent être mises en miroir avec les pratiques d'achats et de fraudes dénoncées en retour par les candidats du « 8 mars ».

Plus manifeste, plusieurs observateurs locaux notent l'investissement plus explicite du Hezbollah dans la campagne lors de ce scrutin. « *En 2005, le Hezbollah ne travaillait pas ouvertement ici, mais de façon discrète. Ils demandaient simplement à leurs partisans de voter. Mais cette fois-ci, ils ont travaillé en plein air en disant que les élections étaient la continuation de la guerre de 2006* » <sup>104</sup>. Pour la première fois dans le *caza*, le parti ouvre des bureaux de campagne dans les villages chiites. La machine électorale du parti travaille en collaboration avec celle du CPL nous indiquent les responsables de celle-ci <sup>105</sup>. En somme, si le parti semblait avoir campagne gagnée dans les circonscriptions majoritairement chiites, il s'est plus investi que précédemment dans la campagne à Jbeil.

Autre fait de campagne, les délégués des candidats dans les bureaux de vote (*mandubîn*) chiites des machines électorales des candidats de la liste fondue des Indépendants et du « 14 mars » auraient fait défaut à la dernière minute. « *Ils ont intimidé nos représentants. Une vingtaine s'est retirée la veille. Les autres ont été menacés. Et les derniers achetés. (...) Le jour des élections, nos mandoubîn ont été mis dehors, tous nos représentants étaient dehors* »

<sup>102</sup> En 2005 Abbas Hachem avait emporté 25217 voix tandis que W. el Khoury en avait 22334.

<sup>103</sup> Conférence de Presse de Farès Souhaid, en présence de Jean Huwat, 08 juin 2009, au presbytère de la cathédrale Saint Jean-Marc, Jbeil.

<sup>104</sup> Entretien avec un ex-conseiller municipal chiite de Jbeil-Byblos, 23 janvier 2010, Jbeil.

<sup>105</sup> Entretien 26 janvier 2010, Jbeil.

affirme un membre de la famille du candidat chiite Mustapha el-Husseini<sup>106</sup>. Du côté de Nazem el-Khoury, son colistier, les membres de la machine électorale notent que le « *matin de l'élection, à 9h00, on n'avait plus personne qui répondait parmi les représentants de Nazem dans les bureaux chiïtes. (...) Même Mustapha el-Husseini et ses proches sont devenus injoignables* »<sup>107</sup>. Face à la machine du Hezbollah, les autres machines se sont apparemment grippées. Un proche de Mustapha el-Husseini affirme que « *dans mon propre village, la moitié de ma famille n'a pas été voter pour ne pas avoir de problème. Idem pour les makhâtîr ou les maires qui sont pour nous. Après l'ouragan, ils sont venus nous raconter les détails* »<sup>108</sup>. Sentiment d'hégémonisme renforcé par la communautarisation du jeu que résume un ancien élu local chiite de Jbeil-Byblos : « *après la guerre de juillet 2006, l'équation est devenue très politisée. Pour les indépendants, si on ne votait pas pour notre clan, on devenait des traîtres. On reste un Etat de familles et de communautés* »<sup>109</sup>. En d'autres termes, les contraintes de l'élection ont contribué à une forme de communautarisation des préférences, derrière l'autorité dont fait preuve de manière croissante le Hezbollah vis-à-vis de l'électorat chiite.

### Un vote de préférence

Au-delà de ces contraintes, les électeurs chiïtes de Jbeil se sont également prononcés sur les enjeux soulevés par le scrutin à travers des préférences de plusieurs ordres.

Certains soulignent que « *beaucoup (de Chiïtes) ont voté pour Aoun parce que quand Israël a fait la guerre contre le Hezbollah, il a dit que c'était une guerre contre les Chiïtes. Ils ont considéré qu'il était à leur côté. (...) En 2005 Aoun n'était pas avec le Hezb. Il parlait de la 1559 et des armes. Mais maintenant il est allié avec les Chiïtes* »<sup>110</sup>.

Le choix politique exprimé dans le scrutin traduit autant l'adhésion à une figure politique – celle de Michel Aoun –, à un programme ou du moins à une coalition politique – celle du « 8 mars » – qu'ici également à l'hostilité qu'inspirent des personnage ou des groupes politiques, à l'instar de Farès Souhaid et des Forces libanaises. De la même manière que l'opposition aux milices, et notamment aux Forces libanaises, a pu nourrir l'adhésion au projet aouniste, notamment au tournant des années 1980-1990, le vote chiite à Jbeil s'exprime de surcroît à travers la désignation d'ennemis communs qui transcendent les divisions éventuelles de la communauté, voire qui la fédèrent. C'est notamment la figure de Farès Souhaid, et son engagement résolu dans la coalition du « 14 mars », qui coalise les électeurs chiïtes. On l'observe d'ailleurs dans les résultats du vote, où il est nettement plus sanctionné dans les bureaux chiïtes que ses colistiers. Aux dires de certains électeurs chiïtes, la décision de voter pour la liste du « 8 mars » s'est fixée lorsque les deux listes des Indépendants et du « 14 mars » ont fusionné. « *Il y a un problème des Chiïtes jbeiliotes avec les Forces libanaises. (...) L'alliance entre Farès, Nazem et Mustapha a tout fait basculé. Les indécis (je suis proche d'eux) sont tous devenus très clairs : ils ont mobilisé tout le monde, les présidents de municipalités en disant il faut voter pour Aoun* »<sup>111</sup>. Dans une circonscription où l'électorat chiite gagne relativement en importance, son vote s'est ainsi avéré déterminant. Mais moins en termes de voix qu'en ce qu'il exprime la communautarisation du jeu politique.

<sup>106</sup> Entretien 16 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>107</sup> Entretien 15 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>108</sup> Entretien 16 janvier 2010, Beyrouth.

<sup>109</sup> Entretien 26 janvier 2010, Jbeil

<sup>110</sup> Entretien avec un ex-conseiller municipal chiite de Jbeil-Byblos, 26 janvier 2010.

<sup>111</sup> *Idem*.

Soulignons enfin que l'électorat chiite a peu été courtisé par les candidats Indépendants ou du « 14 mars ». Il faut dire que beaucoup ne résident plus dans le *caza*, ce qui distend le lien éventuellement personnalisé entre l'électeur et le candidat, quoique ici encore l'analyse doit être nuancée : le candidat Abbas Hachem, par exemple, a lui-même développé ses affaires dans la banlieue sud de Beyrouth, ce qui le rapproche en quelque sorte de ses électeurs émigrés dans la capitale. Certains des leaders de la liste unifiée disent avoir déplacé des émissaires dans la banlieue sud de Beyrouth pour s'adresser à leurs électeurs émigrés dans la capitale. Les candidats Indépendants ont rendu visite le 20 mai 2009 au cheikh Abdel Amir Kabalan, vice président du Conseil chiite suprême à Beyrouth, comme ils l'ont fait auprès du patriarche maronite. Mais un candidat comme Nazem el-Khoury, qui se déclare résolument laïc devant le groupe de militants communistes locaux qu'il vient visiter, « *je me suis moi-même marié à une Musulmane* », ne se déplace presque pas en personne dans les fameuses visites (*jawlat* ou *ziyarat intikhâbiyya*) que le candidat rend aux nombreuses localités de la circonscription lorsqu'il s'agit de localités à majorité chiite. Par une sorte d'économie de campagne, il valide tacitement, en délaissant cet électorat, l'inutilité de tenter de le convaincre de voter pour lui. D'ailleurs, au sein de sa machine on constate : « *personne dans la campagne n'a vu chez nous de mafâtiḥ chiïtes, tandis qu'on avait tous les jours les 'arab laklout* [les Sunnites du *jered*] »

### *Les machines électorales et les « politiques du faire »*

Si les électeurs jbeiliotes ont « pris parti » en se prononçant sur des enjeux politiques nationaux et partisans, voire sur leurs identités communautaires exacerbées à l'occasion, plus que sur des rivalités notabilières locales, le vote reste néanmoins inscrit dans des pratiques d'échanges au quotidien. Ces dernières trouvent dans le moment électoral l'occasion de se nourrir dans un commerce qui se joue entre les candidats et leurs potentiels électeurs, d'autant que la réduction de la taille des circonscriptions a accentué la proximité entre eux.

Certes, les disjonctions entre le « pays légal » et le « pays réel » introduites par la spécificité de la loi électorale libanaise distendent ces relations et peuvent même les vider de contenu (VERDEIL 2005). Les citoyens votent dans les circonscriptions d'« origine » de leur famille et non pas dans celles où ils vivent : ceux qui ne sont plus résidents de la circonscription élisent des représentants qui fabriqueront ailleurs de la chose publique, qui fourniront ailleurs (et à d'autres) des services. Sans compter ceux qui vivent à l'étranger. Mais dans la circonscription de Jbeil le ratio entre électeurs et résidents est plutôt positif. Eric Verdeil (2005, p. 12) la classe parmi les circonscriptions réceptrices de population allochtone plus qu'une terre d'émigration, tout en indiquant que ce type de données devait être manié avec une très grande prudence. La région n'a pas souffert de déplacement massif de population au cours de la guerre civile. Et en tout état de cause, si depuis les années 1960 on constate des mouvements migratoires au sein du *caza* (vers le *sâhil*), vers Beyrouth, voire à l'étranger, nombreux sont les électeurs qui, bien que résidant ailleurs, gardent des attaches régulières dans la localité d'origine (FARAH 1972).

Dans ce contexte, les élections sont restées des lieux de renouvellement de pratiques variées de patronage, mais ces dernières restent modestes en termes d'investissement collectif. C'est d'ailleurs un lieu commun dans la région que de décrire Jbeil comme une circonscription privée (*harmân*) des politiques publiques de développement. Raymond Eddé en faisait déjà un thème de campagne : visitant les familles *ketlewi*, s'exprimant sur les places publiques, devant les églises, visitant les villages les plus reculés du *caza*, il affirmait vouloir aider la population locale « en dépit de l'embargo (*al-hisâr*) qui lui était imposé » (par les *destouri* et les politiques chehabistes) (NASSIF 2002, p. 114). On l'a vu plus haut, c'est la même thématique

qui est réveillée par Michel Sleimane lorsqu'il s'adresse à la circonscription. Aucun leader local, jusqu'à présent, n'a fait profiter la circonscription de Jbeil des largesses ou des ressources de l'Etat, comme d'autres ont pu le faire à Saïda, Zghorta, dans le Chouf, etc. L'absence de projet public d'ampleur n'empêche pas les pratiques d'évergétisme, de clientélisme et de patronage, liant les notables et les représentants locaux des partis politiques à leurs supporters réciproques.

Ainsi, singulièrement, beaucoup des candidats et élus jbeiliotes entretiennent des relations toutes privilégiées aux professions médicales. Walid el-Khoury est chirurgien, Mahmud 'Awwad est médecin. Le père de Nazem el-Khoury était médecin ainsi que celui de Farès Souhaid, lui-même médecin. Ceci se vérifie également dans la profession des élus municipaux. Le maire actuel de Jbeil-Byblos, Joseph Chami, est chef de clinique à l'instar de son père, Antoine Chami, lui-même ancien édile de la ville. Le maire de 'Amchit, Antoine 'Issa, est aussi médecin. Joseph Bahout (1997) notait qu'avec les avocats et les hommes d'affaires, les médecins étaient historiquement les professions les plus représentées au Parlement libanais, tout en entrevoyant une diversification des filières de production des élites politiques. Force est de constater qu'à Jbeil, la médecine, et son exercice gratuit ou à des coûts préférentiels, reste un terreau fertile pour la vocation politique. Ce n'est pas seulement le prestige social qui fait des médecins des représentants politiques par excellence (ZAKI 2009). Leur propension à combiner savoir thérapeutique et compétence politique s'explique aussi par les politiques de la santé au Liban, où la moitié des Libanais ne disposent d'aucune forme d'assurance maladie collective (CATUSSE 2009). Dans ce contexte, les services rendus par le médecin sont précieux et s'inscrivent dans des relations personnalisées, de proximité, parfois de reconnaissance.

Tous les candidats et responsables de machines électorales décrivent aussi la campagne comme un moment de réception des doléances, que ce soit *via* le travail des *mafâtiḥ* qui font remonter au candidat les besoins de tel ou tel électeur, le bureau de doléances collectives qu'entendent ouvrir les aounistes ou par des multiples rencontres du candidat avec ses électeurs, le premier allant à leurs devants dans ses visites, les second se rendant chez lui lorsqu'ils en éprouvent la nécessité pour lui demander personnellement service. A ce jeu, la campagne est une activité coûteuse, quand bien même les services rendus restent de menus services pour les citoyens : aide à la scolarisation, à l'hospitalisation, recherche d'emploi, promesse de réparation de route, d'adduction d'électricité, mais aussi, tout simplement, distribution de carburant pour se rendre au bureau de vote. Mais il semble qu'au final, il s'agit d'un jeu à somme nulle plus qu'un élément discriminant en dernier ressort dans le cas de Jbeil. Tous en usent ; les notables locaux autant que les partis qui se sont constitués pour la plupart dans un contexte milicien puis de faible Etat social qui encourage le déploiement de leurs propres filets sociaux et de services collectifs (HARIK 1994 ; CATUSSE 2009)<sup>112</sup>. Rien n'atteste en outre que le service rendu engage nécessairement l'électeur vis-à-vis du candidat (PARIZOT 2001).

Enfin, ces machines patronales ne sont pas toujours aussi performantes qu'on le laisse entendre. Les *mafâtiḥ*, ces personnages clés des « machines électorales » tiennent un rôle central : dans chaque quartier de la circonscription, ils sont chargés de faire des sondages auprès des électeurs inscrits. Pour qui votent-ils ? De quels services ont-ils besoin ? Où travaillent-ils ? Sur la base de leurs retours, les candidats ciblent leur campagne, ajustent leurs offres, s'adressent aux représentants de famille en leur proposant éventuellement leurs services. Sur le terrain néanmoins, en 2009 à Jbeil, il semble que les armées de *mafâtiḥ*, réputées bien huilées, n'aient pas été si performantes que cela. L'équipe du CPL affirme que

---

<sup>112</sup> « Les hommes promettent, les partis servent », Entretien avec un ex-conseiller municipal 26 janvier 2010, Jbeil.

grâce à eux et leurs pointages, elle avait anticipé très précisément les résultats du scrutin, « *les jeux étaient faits, avec ou sans l'alliance* »<sup>113</sup>. Mais dans d'autres équipes, notamment celles des Indépendants, notables par excellence, le taux de retour de leurs enquêtes n'a pas dépassé les 10%<sup>114</sup>. Plusieurs explications à cela. A l'inverse des *mandubîn* qui représentent les candidats dans le bureau de vote, les *mafâtiḥ* sont des partisans : ils travaillent pour le candidat mais ne sont généralement pas payés par lui. Or, la division entre les cousins el-Khoury et entre les el-Khoury du *sâhil* et Farès Souhaid du *jered* (leurs pères étaient alliés) a divisé les *mafâtiḥ* et leurs allégeances précédentes. Ces nouveaux clivages ont perturbé le tissu de fidélité sur lequel elles reposaient. L'observation de terrain montre en outre que les électeurs ont eu tendance à s'adresser directement et personnellement au candidat ou à ses très proches collaborateurs, sans passer par l'intermédiaire des *mafâtiḥ*.

Les explications du vote à Jbeil combinent donc à la fois des éléments structurants et des éléments plus conjoncturels dont les principaux aspects renforcent l'analyse des mutations du pouvoir local dans la région : les logiques de politisation par le bas qu'elles traduisent révèle une communautarisation, parfois « malgré soi », des loyautés politiques. Elles montrent aussi une tendance à l'alignement du pouvoir local sur des clivages partisans, alors même que la nouvelle loi de 2008 favorisait à priori les localismes.

## Conclusion :

Le CPL a finalement remporté les élections à Jbeil en 2009. Au-delà de l'analyse de cette victoire qui n'était pas gagnée d'avance – contrairement à de nombreuses autres circonscriptions du pays –, l'examen de ce scrutin révèle des dynamiques de désalignements et réalignements politiques intéressantes à observer sur le long terme.

Les contours de la mobilisation se transforment dans la région, indexant la portée des concurrences notabilières locales au poids local des antagonismes partisans nationaux. L'heure de la fin des notables n'a pas sonné à Jbeil, mais les politiques du nom s'avèrent loin d'être les clés primordiales du « droit à représenter ». Les notables et les électeurs jbeiliotes entretiennent des relations à géométrie variable aux solidarités familiales et villageoises locales, aux identités communautaires et aux clivages partisans nationaux. Ces derniers s'imposent comme des facteurs discriminants en dernier ressort. Ce processus n'est pas nouveau et s'inscrit dans le long terme, quand bien même prend-il des contours spécifiques. Dans l'après-guerre, il se caractérise par l'apparition de nouveaux clivages politiques à l'échelle nationale qui interfèrent dans les concurrences locales et joue sur des dynamiques générationnelles. Tandis que la rivalité *ketlewi/destouri* n'a plus réellement d'enjeux nationaux, l'opposition du CPL et des Forces libanaises, la montée en puissance du Hezbollah, les mouvements du « 8 mars » et du « 14 mars », deviennent des éléments majeurs dans la mobilisation politique locale. Cette conversion des identités politiques (au sens où l'entend Pizzorno<sup>115</sup>) traduit ainsi une adaptation aux transformations de l'environnement politique local, mais aussi national et régional : le sentiment d'abattement ou de frustration (*ihbat*) et le désenchantement des Chrétiens aux lendemains de la guerre (KASSIR 2000, p. 16 ;

---

<sup>113</sup> Entretien avec le responsable de la machine électorale du CPL à Jbeil-Byblos, 6 février 2010.

<sup>114</sup> Notes de terrain, mai 2009.

<sup>115</sup> « L'évolution à travers laquelle une identité personnelle se transforme (se réforme, se rénove), à travers laquelle les valeurs qui inspiraient l'action de cette personne s'altèrent et modifient les critères à partir desquels elle jugeait ce qu'il est bien ou non de faire », in PIZZORNO 1993, p. 13.

PICARD 1994, p. 62) ; les mobilisations de 2005, le retour du général Aoun au Liban, la libération de Samir Geagea, les mobilisations du « 8 mars » et du « 14 mars » (KARAM 2008) ; la guerre de juillet 2006, le conflit de mai 2008. Sur le terrain, elle se traduit par ces nouveaux discours récurrents qui déplacent les lignes de division : « *Maintenant à Jbeil, il y a les tayyâr et les anti-tayyâr* »<sup>116</sup>. « *Nous défendons l'Etat et l'armée. L'autre partie représentée par M. Aoun et le Hezbollah sont contre l'armée libanaise* »<sup>117</sup>.

Le scrutin de 2009 à Jbeil a, plus conjoncturellement, mis un frein aux ambitions locales et surtout nationales du président de la République, barrant la possibilité d'une force d'arbitrage centriste au Parlement (le résultat des élections à l'échelle nationale, largement en faveur du « 14 mars » n'aurait quoi qu'il en soit pas permis à ce groupe, s'il avait été élu, de jouer ce rôle escomptés par l'équipe du Président). Acceptant la fusion de la liste qu'il soutient avec celle du « 14 mars », Michel Sleimane paraît en outre avoir pris parti, voire jouer le rôle de « cheval de Troie » contre les ambitions du général Aoun, qu'envisageaient pour lui certains observateurs lorsque sa candidature à la présidence de la République fut pour la première fois évoquée.

Enfin, les « nouveaux » partis s'installent, avec des stratégies différentes : le CPL qui s'engage directement dans la campagne, affiche ses couleurs et organise sa machine électorale sur place ; les Forces libanaises qui soutiennent un candidat local puissant et sont en position de préparer avec lui les prochaines échéances électorales ; le Hezbollah qui élargit par là les terrains de sa politique, s'engageant plus explicitement dans une campagne où l'électorat chiite est minoritaire mais peut jouer un rôle pivot. Leur confrontation communautarise les identités politiques, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de l'exacerbation des discours et clivages confessionnels dont leaders nationaux et parrains internationaux jouent à l'envie.

En somme, le leadership local se transforme subrepticement, et avec lui les carrières politiques et les manières de faire. Si l'on annonce souvent la « fin des partis » dans la région (devant d'autres modes d'organisation politique), les mobilisations électorales à Jbeil ont montré s'il en était besoin, que des sociétés partisans sont déterminantes et se réorganisent autour de solidarités et de clivages renouvelés qui marginalisent, en partie du moins, les politiques plus personnelles du nom.

---

<sup>116</sup> Entretien avec un responsable local du CPL, 6 février 2010, Jbeil.

<sup>117</sup> Entretien avec un assistant de Farès Souhaid, 23 janvier 2010, Jbeil.